Tous les comptes rendus au format PDF

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/3433>

DOI : 10.4000/ahrf.3433

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2001

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

« Tous les comptes rendus au format PDF », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 326 | octobre- décembre 2001, mis en ligne le 17 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/3433> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.3433>

COMPTES RENDUS

PÉREZ VIDAL Alejandro, Bartolomé J. Gallardo. *Satira, pensamiento y política*, Badajoz 1999, Editora Regional de Extremadura, 400 p.

Quelques années après l'édition critique d'une des œuvres les plus significatives de la polémique idéologique autour de la révolution libérale espagnole des Cortes de Cadix (1), Alejandro Pérez - sans doute le meilleur connaisseur de Bartolomé Gallardo nous offre cette étude approfondie du publiciste et de son œuvre.

Bien qu'A. Pérez nous avertisse qu'il ne s'agit pas de la monographie générale que requiert la trajectoire intellectuelle et littéraire de Gallardo, il faut reconnaître que son travail n'en reste pas éloigné. Il s'agit fondamentalement d'une étude sur la portée et la signification des écrits satiriques de Gallardo, ainsi que de son rapport avec les contextes littéraires, idéologiques, historiques et biographiques dans lesquels ils ont paru. À travers Gallardo, donc, l'auteur nous offre une approche singulière de l'histoire du premier libéralisme espagnol.

De façon très graphique, A. Pérez souligne l'intérêt de l'œuvre satirique de Gallardo, et de la satire en général, dans la révolution espagnole : « Ainsi que dans les gravures de Goya on y trouve la crise de la culture des Lumières et de la vie espagnole avec un degré d'éloquence pareil à celui de ses œuvres de genre classique [...] dans la nouvelle époque littéraire du romantisme - dès le Gallardo de la guerre antinapoléonienne jusqu'à Larra - ce genre littéraire qui était la satire et que l'on suppose mineur, s'est converti en protagoniste de premier plan de la vie littéraire » (p. 20). L'étude d'A. Pérez est structurée en dix chapitres qui suivent, en même temps, un ordre chronologique. Ainsi, l'auteur part des années d'étude de médecine à Salamanque, de ses traductions et publications d'œuvres de thème médique, et de son rapport avec les cinq « idéologues » français - signalant l'influence de ceux-ci sur une certaine dimension matérialiste du romantisme - en nous rappelant qu'en 1801, il avait été logeur des troupes de l'armée républicaine française - raison supplémentaire de son rapport direct avec la France. De retour à Salamanque, Gallardo a été en contact avec des personnages remarquables des Lumières espagnoles (tels Tavira ou Meléndez). Après un bref chapitre sur les premiers écrits satiriques, l'auteur souligne l'importance du bouleversement de la guerre antinapoléonienne (moment où Gallardo écrit son *Apologia de los palos*, peu après avoir été nommé bibliothécaire des Cortes de Cadix, en 1811). On arrive ainsi au chapitre central de l'étude d'A. Pérez, celui dédié au *Diccionario critico-burlesco*. Il s'agit d'une étude définitive sur ce texte paradigmatique de la polémique entre réaction et révolution dans le contexte des Cortes de Cadix - réponse satirique et burlesque à

la publication du *Diccionario razonado manual* (1811), étudié aussi par A. Pérez dans le même chapitre. Ce dernier texte avait été l'expression de la volonté de disqualification politique du libéralisme, à travers une idée très grave dans le contexte de guerre contre la France, celle de l'identification des Lumières, du libéralisme et de la philosophie avec la France, et des idées réactionnaires avec celles authentiquement espagnoles et anti-françaises. À travers une minutieuse recherche, A. Pérez anéantit les mythes sur l'identité de l'auteur du *Diccionario críptico-burlesco*, ainsi que sur le supposé caractère conspiratif de son inspiration ; nous montre le caractère politique - non doctrinal - des argumentations de Gallardo ; souligne l'intérêt du *Diccionario* comme témoin d'une volonté d'affirmation laïque dans la pensée politique du premier libéralisme ; et remarque une certaine ambiguïté qui est en même temps caractéristique de la révolution libérale espagnole (d'un côté la défense des principes révolutionnaires - les Cortes, la souveraineté du peuple, la Constitution, la liberté, l'égalité -, et de l'autre le besoin de s'éloigner de la Révolution française - mais sans une condamnation radicale du jacobinisme et des valeurs révolutionnaires...). À travers Gallardo, A. Pérez remarque aussi un trait spécifique, et très souvent interprété de manière simpliste, de la révolution espagnole : la façon à travers laquelle les libéraux espagnols ont cherché intentionnellement - à cause des circonstances et de la pression contre-révolutionnaire - les références religieuses et nationales, tout en laissant en arrière-plan les argumentations directement « scientifiques » ou objectives en défense de leurs idées politiques.

L'étude d'A. Pérez continue dans les chapitres suivants, où il étudie minutieusement l'activité de Gallardo comme journaliste, son exil à Londres après la restauration absolutiste de 1814, le retour et la présence discrète pendant le Trienio (1820-1823), et sa dédicace à l'étude philologique et littéraire, ainsi que son permanent anticonformisme politique, jusqu'à sa mort en 1852.

On est ici face à une contribution décisive sur une oeuvre et une figure fondamentales pour la compréhension de la révolution libérale espagnole - particulièrement en ce qui concerne l'affrontement politique entre révolution et réaction, ainsi qu'au rôle joué dans ce processus par la littérature.

On doit regretter, seulement, que la bonne qualité formelle de ce volume ne se trouve en correspondance avec une évidente pauvreté « instrumentale » de l'édition : pas de répertoire bibliographique, d'index onomastique et pas davantage de chronologie bio-bibliographique de B. Gallardo, qui auraient multiplié infiniment l'utilité de ce magnifique travail d'Alejandro Pérez Vidal.

Lluís ROURA

John L. TONE, *La guerrilla española y la derrota de Napoleón*, Alianza editorial, Madrid, 1999, 265 p.

Le professeur J. L. Tone, du « Georgia Institute of Technology », aborde dans ce livre, publié en 1995 en anglais, la thématique du mouvement de la guérilla pendant la guerre d'Indépendance espagnole. L'étude est centrée sur la région de la Navarre.

Il s'agit d'un thème qui a attiré l'attention de beaucoup d'historiens espagnols et étrangers. La guerre en Espagne, adaptée aux conditions particulières de chaque territoire péninsulaire, n'a pas été une guerre de ligne contre l'armée napoléonienne, mais une guerre populaire.

La guerre de guérilla se manifeste de plusieurs façons : sporadique au début, elle se transforme en un phénomène plus généralisé après 1809. Il s'agit d'une armée invisible qui empêche la liberté de mouvements des unités françaises avec l'intention de les maintenir occupées par des travaux de protection, loin des principaux champs de bataille, éliminant ainsi sa supériorité numérique. Quelques témoignages peuvent être signalés dans ce sens. D. J.M., premier aide général, écrit en novembre 1808 dans ses *Reflexiones sobre la guerra de España*, après la retraite de l'aile gauche de l'armée sur

Léon, sur l'utilité de la guerre de troupe : « Los valientes habitantes de las comarcas amenazadas de enemigos y ocupadas por partidas sueltas de ellos, deben hacer este género de guerra juntándose en gruesas cuadrillas armadas a su manera, apostadas en parages que les sean conocidos, donde puedan estar a la espera de golpes seguros aunque sean pequenos, que les afiance la presa y les satisfaga e indemnice de sus trabajos y constancia » (p. 6). J. De Rocca, officier hussard, écrit dans ses *Memorias sobre la guerra de los franceses en Espafia* (Madrid, 1816) que contrairement à l'Allemagne, où les soldats napoléoniens combattent les armées et les gouvernements, en Espagne ils le font contre le peuple. La guerre régulière est remplacée par une sorte de « guerre de détail », une sorte de désordre organisé : «... Los curas, los labradores, los estudiantes, los simples pastores se habian convertido en jefes activos y emrpendedores. Estos jefes sin autoridad militar, sin tropas permanentes, no fueron al principio, digámoslo así, sino unas banderas alrededor de las que venian sucesivamente los habitantes de la campana a unirse a pelear [...] se podia decir de los Espanoles, que si al pnnicipio habia sido fácil vencerlos, era ya casi imposible subyugarlos » (p. 161).

Ce livre brise le cliché traditionnel que nous avons sur les guérillas et les guérille-ros. L'auteur définit les guérillas comme une sorte de guerre irrégulière menée par des civils contre les forces d'occupation d'un pouvoir étranger ou d'un régime impopulaire. Pour lui il n'y a pas de doute que les seules guérillas, aussi bien que la seule armée espagnole et anglo-portugaise auraient été incapables d'arriver au triomphe. Cependant, les guérillas ont joué un rôle très secondaire pour la défaite de Napoléon.

Dès l'historiographie libérale et romantique et les *Mémoires* contemporains, on a magnifié le rôle des guérillas. Elles signifieraient l'esprit de guerre nationale (le peuple armé, l'expression la plus élevée du patriotisme) et en même temps une forme de guerre appropriée à la mentalité « anarchiste » des Espagnols, considérés comme toujours réticents à l'organisation et à la discipline. Pour sa part, l'historiographie conservatrice a vu le soulèvement de 1808 et l'action des guérillas comme la défense des principes traditionnels en faveur de la religion, du roi et de la Patrie. Les deux interprétations ont créé une image mythique et idéalisée des guérilleros et des insurgés, laquelle a été transmise jusqu'à nos jours.

Pour l'historiographie anglaise, la personnalité de Wellington est fondamentale, de sorte que l'armée espagnole et les guérilleros n'auraient jamais triomphé par eux-mêmes. Pour l'historiographie française, le soulèvement espagnol de 1808 a été produit par le fanatisme et l'ignorance d'insurgés excités par le clergé, alors que pourtant la France apportait à l'Espagne une impulsion de modernité et de libération.

L'étude de J. L. Tone bouleverse les idées reçues, notamment celle de la guerre de guérilla vue comme un mouvement unanime et national. Du point de vue géographique, on trouve les guérillas plutôt au nord de l'Espagne (Catalogne, Bas Aragon, Guadalajara, Soria, Navarre, La Rioja, Pays Basque, une partie de la Vieille Castille, Asturies, Léon et Galice). En Navarre, la résistance des guérilleros a trouvé avec la montagne son milieu approprié, alors que les populations des rives de l'Èbre étaient collaboratrices ou inactives.

Selon J. L. Tone, les mobiles de la guerre de guérilla ne sont pas surtout une défense de la religion, du roi et de la patrie, mais plutôt la défense d'une structure sociale, économique et politique particulière. C'est le cas du milieu montagnard en Navarre, caractérisé par sa population dispersée, son économie paysanne de petits propriétaires, la relative absence des différences sociales à l'intérieur de ses communautés, une bonne acceptation de la figure du prêtre et une tradition de gouvernement local fort de caractère ouvert et avec une fiscalité propre. En revanche, la domination française supposait la destruction des institutions particulières de la Navarre, l'abolition de ses privilèges, des outrages à la religion et une exploitation économique. Quelques aspects indiqués antérieurement sont identiques à ceux qu'on peut trouver dans autres

mouvements de résistance antinapoléoniens, comme dans le cas de la Vendée, de la Calabre ou du Tyrol.

La plupart des guérilleros étaient des paysans, des petits propriétaires, qui essayaient de défendre leurs propriétés, leur survie et celle de leurs familles, aussi bien que leurs libertés et droits locaux ou fiscaux, face à l'élan de centralisation imposée par les Français : « Las guerrillas [écrit l'auteur] no fueron signos de una nacion en armas, sino de la habilidad de las comunidades campesinas para defenderse bajo ciertas circunstancias. Los origenes de la guerra de guerrillas no estaba en (el) carácter espanol o navarro, sino en toda una vivencia : la ocupacion engendraba terror y destruccion economica y éstos conducían a la resistencia y a mas terror, en una aspirai de violencia » (p. 232).

Le mouvement guérillero n'est pas une force irrésistible. Au contraire, comme le montre l'étude de J. L. Tone, les guérillas ont connu des phases de désintégration et de reconstruction, et leurs réussites sont toujours en rapport avec la personnalité de leurs dirigeants et avec la conjoncture stratégique de la guerre. Face à la rhétorique patriotique employée, la réalité était beaucoup plus prosaïque : la défense locale était attachée aux facteurs personnels, comme dans le cas du guérillero Juan Martín, « El Empecinado », qui commença ses tournées par la région de Aranda de Duero et les terres de Valladolid, et après son échec réorganisa, en 1810, ses actions dès Guadalajara.

En Navarre - une fois échouée la révolution à Pamplona et Tudela, mais pas à Estelle - on essaya les premières tactiques de guérilla (c'est le cas de Luis Gil en Ujué et Carcastillo) afin de détourner l'attention des soldats qui avaient assiégé Saragosse. Plus tard Andrés Eguaguirre créa le premier groupe guérillero, les « Escopeteros Móviles » et utilisa la terreur et l'extorsion pour imposer son autorité. Tous les deux ont été expulsés de Navarre à l'automne 1808. Javier Mina les a remplacés au début de 1809 et a organisé les troupes avec 900 hommes. En 1810 il fut remplacé par le célèbre guérillero Francisco Espoz y Mina, avec le soutien des conseillers municipaux des villes, parce que Javier rejetait la fiscalité directe. Les actions d'Espoz y Mina avec notamment la formation de la Division de Navarre - laquelle était constituée de 3 000 hommes - ont attiré l'attention de Napoléon, à l'été 1810. En décembre 1811, il a déclaré le blocus économique de Pamplona et en 1812 il a pu dominer toute la Navarre, le haut Aragon et les provinces basques.

En Navarre, comme dans le reste de l'Espagne, l'échec de l'occupation française fut en grande mesure une conséquence de la nature de l'Empire : face aux idéaux révolutionnaires et civilisateurs de la Révolution française, s'imposèrent l'extorsion, la rapacité, la cupidité et le pillage des généraux napoléoniens. La mobilisation des guérillas ne fut pas le simple résultat du patriotisme ou du banditisme, mais une réaction de défense des communautés paysannes ; des cultivateurs propriétaires qui défendirent ainsi leurs propres intérêts, qui étaient ceux de l'économie morale de l'Ancien Régime. C'est ainsi que les guérillas eurent la possibilité de gagner la guerre, parce qu'elles étaient capables de contrôler les nourritures et fournitures du nord de l'Espagne, et qu'elles ont empêché l'armée ennemie de se les approprier.

La recherche menée par J. L. Tone peut être considérée jusqu'à ce moment comme la meilleure étude sociale réalisée sur les guérillas, fondée sur des affirmations largement contrastées avec la documentation des archives espagnoles.

Antonio MOLINER PRADA

Giuseppe DE LORENZO, Mémoires, présentation de Paola Russo, introduction de Anna Maria Rao, Vivarium, Naples, 1999.

Les commémorations du bicentenaire de la République napolitaine de 1799 ont été marquées par la publication, ou la réédition, de nombreux journaux, chroniques, récits ; parmi les *Mémoires*, occasion d'un retour sur une participation personnelle à l'événement, mise à distance par le temps, celles de De Lorenzo (1778-1822), rédigées

dix ans après les faits, dans le climat napoléonien (en 1808, l'auteur est employé au secrétariat des Finances), sont l'œuvre d'un personnage de second plan, enrôlé sans grande conviction au service de la République. Exilé en France pendant la réaction, il est revenu en Italie à la suite de Napoléon avec le grade de capitaine volontaire à la Légion italique, qui fut formée le 31 août 1799 par le Conseil des Cinq-Cents, et placée sous le commandement du général cisalpin Giuseppe Lecchi. La légion recrute dans un premier temps les jacobins exilés, en attente du retour dans leur patrie d'origine, prêts à collaborer à sa reconquête par la France.

Les *Mémoires* se terminent brusquement, lors de la formation de la République cisalpine et de la dispersion de la Légion, mais De Lorenzo est retourné à Naples en 1801 et en 1806, sous le règne de Joseph Bonaparte. Il reprend son poste à la banque de Salvatore, ainsi que son emploi au ministère des Finances. Sans participer à la révolution de 1820-1821, il n'en est pas moins nommé en 1822, conseiller suppléant à la Cour des comptes, et il meurt la même année, âgé seulement de 44 ans. Il est donc redevenu comptable, sans pour autant renoncer aux valeurs politiques et militaires acquises dans les emplois napoléoniens.

Le récit des circonstances de son enrôlement (pp. 71-72), et surtout celui de la période de l'exil qu'il a connu dans les cités et les bourgs de France, est marqué par la séparation, et se limite à l'enregistrement des faits, sans commentaires. Le souvenir distancié, souligné par quelques remarques, *je ne me souviens pas précisément* (p. 11), témoigne seulement avec une certaine acuité de la façon dont a été vécu ce moment dramatique, repassant dans les moments cruciaux du style du discours direct à celui du compte rendu.

« Narrateur candide », susceptible de recueillir les plus infimes détails des événements de la réaction consécutive à la chute de la République, l'auteur fut considéré par Benedetto Croce, dans la première édition du manuscrit (1899) comme un homme sans idées ni initiative politique, « la bureaucratie était sa seule aspiration ; il fut toujours enchanté quand il put y revenir. Homme honnête, riche de vertus privées, de celles qui ne suffisent pas à déclencher une révolution, mais quand celle-ci arrive et qu'il s'y trouve mêlé, il la sert avec zèle, fidélité et intelligence » (Giuseppe Di Lorenzo, *Dans la fureur de la réaction de 1799*, préface et notes de Benedetto Croce, éditions Colonnese, Naples, 1899, p. 11).

Benedetto Croce, aussi bien qu'Anna Maria Rao, dans leurs introductions respectives à l'une et à l'autre édition, ont insisté sur le caractère de ce républicain peu convaincu, qui fit partie de la Garde nationale, mais dont la nature profonde était celle d'un employé modèle, fidèle à sa position et dévoué à un patron quelconque, bien davantage que celle d'un militant politique attaché à un « parti ». La réédition, par rapport à la première édition crocienne qui avait exclu la période qui a succédé à la réaction sanfediste à Naples, s'attache à publier intégralement le texte, dégageant tout l'intérêt de celui-ci ; en fait, elle comprend la période de l'exil, et comble les omissions délibérées de Croce pour la plupart relatives à des aspects de la vie privée et de l'intimité, aux réalités quotidiennes, et aux situations de détresse. La composante sentimentale intègre la nostalgie de la patrie, mais aussi l'entourage familial, avec l'attention portée au rôle de ses parents dans son éducation, et en particulier à celui de sa mère, attentive et prévenante pour tout ce qui touche à la destinée de son fils. Figure maternelle qui marque également la formation et l'action de nombreux révolutionnaires, très différents, comme Marc-Antoine Jullien de Paris : des femmes qui élèvent dans les valeurs morales et civiques, et qui ont un grand sens pratique.

La publication intégrale pose en outre un problème d'analyse sémiologique et herménéutique, d'omission et de transformation des termes, qui rappelle cette œuvre en vers bien plus connue et bien plus dense qu'est *l'Essai historique sur la révolution de Naples* de Vincenzo Cuoco (voir l'édition critique sous la direction d'A. De Francesco, Piero Lacaita, Mandria-Bari-Rome, 1998.) Cela valorise le témoignage d'un auteur

« mineur », en ce qu'il est susceptible de nous présenter la perception ordinaire des événements, qui fut celle de la majeure partie des contemporains.

La vie quotidienne dans l'exil, dimension neuve, faite de souffrance et de désillusion, mais aussi d'espérance ranimée, recouvre une gamme très étendue de situations. Cette expérience apparaît par conséquent différente de celle, bien plus engagée, d'un Cuoco, déjà cité, d'un Francesco Lomonaco, et de tant d'autres parmi ceux qui ont retenu l'attention de A. M. Rao (*Les exilés. L'émigration politique italienne en France [1792-1802]*, Guida, Naples, 1992), mêlée ensuite à l'espoir déçu de la construction d'une nation italienne. A une historiographie attentive au débat idéologique, va donc s'ajouter ce récit du désengagement, lequel est tout aussi essentiel pour comprendre l'atmosphère générale, un monde qui cherche à se faire une opinion. En fait, à travers ce désengagement, se révèle un aspect de la politique, se retrouve un milieu pour lequel l'expérience subjective, à commencer par celle du *Triennio* de 1796-1799, est une façon de trouver ses marques pour assumer les moyens de sa propre existence et de sa survie.

En ce sens, les *Mémoires* sont une biographie collective. L'auteur est emblématique de la présence non marginale du XVIII^e siècle napolitain, des personnages éduqués à la valorisation des talents et des compétences comme modes de promotion sociale (en l'espèce, les capacités en matière de comptabilité administrative), mais dans le cadre de la stabilité de l'Ancien Régime. Catholiques par tradition familiale, passés par les écoles et les maîtres traditionnels, ils se sont rapidement adaptés à l'éducation politique, à la lutte, à l'exil. E. De Lorenzo est ainsi l'individu-groupe marqué par des expériences successives.

La « médiocrité » du personnage n'exclut pas sa participation aux mouvements d'incertitude, de désordre, qui se concentrent, pour conserver une tonalité générale et une cohérence narrative, sur : 1 - La République napolitaine, la répression vécue à travers la fuite dans les rues de la capitale, 2 - La prison, 3 - L'exil. Ce qui correspond à divers espaces physiques et mentaux, et se rapporte à diverses formes de sociabilité.

La République est un moment historique qui n'a pas réussi à atteindre sa normalité propre et ses objectifs de réformisme constructif ; la cité n'est pas constituée comme *organisation sociale* (p. XXV) et administrative. Tout cela se passe dans l'urgence, dans le vécu immédiat et dans la mémoire, il subsiste surtout la violence, les moments d'« anarchie », par lesquels s'ouvrent les premières journées, et dans laquelle sombrent les journées finales des 13 juin et suivantes. À propos de cette issue, A. M. Rao souligne chez De Lorenzo le brio avec lequel celui-ci réussit à peindre le réseau urbain, les espaces parcourus maintes fois dans la recherche désespérée des secours (p. XXII), privilégiant dans cette recherche la protection des parents, les lieux professionnels, ceux des récentes fonctions militaires, de la pratique religieuse, du pouvoir. Les rues, espaces de la fuite, qui délimitent *l'espace citadin de la réaction* (p. XXIV), comme dans de nombreuses autres chroniques (Caria De Nicola, Bartolomeo Nardini, Diomede Malinelli, Stefano Pistoia, Emmanuele Palermo), où la motivation de base est l'exigence d'ordre et de restauration des *bons*, que l'on souhaitait en janvier, et qui a fait place aux *jours de terreur* (p. 11), lors de l'entrée de Championnet à Naples.

La représentation du peuple est faite en réalité d'anarchie et de désordre. La révolution propulse De Lorenzo de la place de comptable à celle de militaire, tout d'abord en exerçant le même emploi dans la compagnie du capitaine Giuseppe Serra, duc de Cassano, puis celui de secrétaire de la deuxième légion de la Garde nationale, pour se tenir ensuite à l'écart de celle-ci, et enfin de nouveau dans la sixième compagnie du deuxième bataillon comme capitaine. Les événements républicains sont tout entier appréhendés du point de vue du sujet narrateur, et ramenés à quelques moments de sa vie : la mort de la mère, la garde civique, la nomination dans la légion. Les événements politiques sont occultés ou placés à l'arrière-plan, les jugements allusifs (les actions inopportunes du gouvernement napolitain devant l'avance de Ruffo sont qualifiées de *bévues*, p. 191. La République apparaît sur le devant de la scène à travers l'auteur, et à

travers nombre de protagonistes héroïques, mais mineurs, dans les phases tragico-héroïques du désordre et de la chute. C'est au cours de cette dernière période que l'auteur perçoit le peuple napolitain comme *de la canaille hautement scélérate* (p. 52, expression supprimée par Croce), unique, incomparable à n'importe quelle nation rencontrée dans l'exil.

La prison est un lieu de rassemblement propice pour commettre de nouveaux abus de pouvoir et des spoliations. De Santa Maria Apparente aux Granili, celles-ci sont placées sous l'autorité de chefs de poste militaire, de commandants pillards et sanguinaires, souvent des criminels notoires, qui y trouvent l'occasion de s'enrichir, au détriment des individus et des familles. Là, l'individu se transforme, prêt à devenir fourbe, à inventer un système pour survivre, à se nouent des amitiés nouvelles, et s'opèrent de faux rapprochements éphémères, là il est possible de faire carrière.

La nouvelle, après six mois de prison, de la condamnation à dix années d'exil, n'est pas un moment négatif. Elle met un terme à la douleur de l'existence violente et accablante de la prison, et surtout elle ouvre l'interrogation, partagée par de nombreux républicains, moins irrésolus, plus convaincus, sur le moment auquel le retour deviendra possible, en fonction du changement de la situation internationale, et de la lutte pour influencer sur celle-ci. L'angoisse, la vie au jour le jour, la souffrance, font place à l'espoir retrouvé.

L'exil, commencé le 12 décembre 1799, signifie un voyage périlleux et un rapport avec la France entamé sous un angle différent de celui de l'époque républicaine. La partie relatée de cet exil, et pas seulement le voyage de départ, omis par Croce, est au contraire le prétexte à des rencontres, à des petites anecdotes individuelles qui mettent en scène les grands protagonistes, nonobstant le désengagement politique de l'auteur, *loin des disputes qui s'élèvent entre ses compatriotes*. C'est l'occasion en réalité de rencontrer Napoléon, présence charismatique et quasi miraculeuse, en trois occasions ; et c'est là comme le souligne A. M. Rao (p. XXIII) l'un des rares passages où la « grande » histoire croise la vie quotidienne. De Lorenzo eut cette occasion à Toulon, où le bateau arrive le 1^{er} janvier 1800, au cours d'une manifestation pour célébrer la nouvelle constitution de l'an VIII donnée à la République par le général promu depuis peu Consul de la République française. Puis à Lausanne, où il l'a rencontré en personne, et enfin lors du passage du Grand-Saint-Bernard.

Il effectue un voyage entre tourisme et diaspora, commencé avec l'exil, lorsqu'il se retrouve dans une situation de *touriste par hasard et par nécessité* (p. XXXVI), avec de fréquents déplacements à pied et à marche forcée, ce qui n'empêche pas des remarques sur les monuments et les œuvres d'art. De Toulon à Beausset, à Aubagne et à Marseille, à Dijon, pour finir en Suisse, à Genève, Lausanne, à Milan, Lecco, Brescia, Pizzighetone, Pavie, Varese. Lieux dans lesquels il ressent un intense découragement et une dépression, mais aussi l'expérience vécue dans les premiers jours d'avril du passage du Grand-Saint-Bernard, avec l'armée de 80 000 hommes, entreprise pionnière, racontée avec la conscience de vivre une expérience unique.

Les citoyens contraints par les municipalités d'offrir l'hospitalité aux exilés présentent un tableau varié d'individualités et de familles. Le problème récurrent du logement, la plupart du temps dans des domiciles privés, permet d'avoir des rapports avec la population, de sonder les humeurs, de vivre aussi des expériences étrangères à son statut personnel. Au cours de ces rencontres, la consolation vient bien souvent des gens simples, davantage que des politiciens. L'encasernement militaire, plus moderne, génère par ailleurs de nouvelles formes de discrimination et de privilèges entre officiers.

Le service volontaire dans l'année d'Italie traduit le passage du soldat bureaucrate au service militaire actif ; pour la première fois, l'auteur goûte *les fatigues, les risques et les soucis de la guerre*, c'est-à-dire les marches, les repos à ciel ouvert, la nourriture pas toujours suffisante, l'abri précaire. C'est aussi la voie de l'éducation du soldat-citoyen, ainsi que l'occasion de rencontre avec d'autres exilés italiens, une façon de dépasser

l'étroite vision municipaliste pour une appréhension italienne du problème politique. Dans l'armée napoléonienne, De Lorenzo pratique une façon d'être militaire différente de celle qu'il a expérimentée durant la République, quand un compromis avec son ancien statut de comptable était encore possible : la participation à la première bataille après le passage du Grand-Saint-Bernard, au cours de laquelle se distinguèrent nombre d'officiers napolitains, le combat en duel avec un Français, l'attaque des villes, la capture de prisonniers, le risque d'être tué. De la même façon, on imagine les conflits internes à la Légion entre les militaires professionnels et les sous-officiers volontaires, ces contradictions rendues familières par les *Mémoires* des militaires, qui renvoient à une contradiction interne à l'armée, nourrie des motifs les plus variés, depuis l'origine nationale jusqu'aux rancœurs, aux modes de vie différents et aux insultes. C'est à ce nouveau type d'armée de l'État napoléonien, tout autant respectueux des règles de la confrontation militaire, en situation précaire, qu'ouvert aux talents, que va finalement se convertir le comptable De Lorenzo.

La vie militaire, *entreprise et poursuivie de mauvais gré, sans élans héroïques, mais avec la promesse et la volonté de participer aux principes de liberté et de démocratie découverts avec la révolution*, représente essentiellement un saut qualitatif par rapport à la cruauté des premières pages, à la situation d'errance sur les places et dans les ruelles pour échapper aux sanfedistes. Au terme de cette vie militaire, se fait jour le désir de retourner à un travail plus humble, marque d'une double réaction à la militarisation forcée, à la fois dans la recherche de nouvelles opportunités, mais aussi par un désir de stabilité qui clôt l'expérience guerrière.

Avec la victoire de Marengo et l'armistice, les 2 500 hommes de la Légion italique reçurent leur solde, et furent mis au service de la République cisalpine; à Milan, le gouvernement cisalpin provoqua la désillusion, avec l'encasernement dans des locaux insalubres, situation à laquelle on tentait d'échapper en préférant les jardins publics, avec les promesses non tenues d'employer les légionnaires dans les nouveaux régiments, avec le regain de la défiance et de l'hostilité politique à l'égard des méridionaux qui retournent en Italie après l'exil en France. L'exclusion du service dans le nouveau corps de bataillon des officiers italiens, qui condamnait à une situation financière précaire au sein de la Cisalpine, fut vécue comme une opération de marginalisation, une ingratitude que justifia le général Masséna en invoquant une mesure d'économie prise par la république naissante.

Dans ce nouveau monde, précaire et instable, les amis, les collègues, furent sans doute irrités, mais nul ne contesta les mesures de persécution. À cela contribuent également les partis pris du récit lui-même qui, par exemple, ne fait pas référence aux nombreux officiers napolitains rassemblés à Pavie, et la mentalité d'un militaire essentiellement préoccupé par les difficultés immédiates, par les données logistiques, et en priorité par la qualité du logement.

Pour terminer, les *Mémoires* se présentent comme le récit du désenchantement qui imprégna l'esprit de ceux qui ne s'engagèrent pas dans le mouvement démocratique-patriotique avec une perspective de relance de la lutte politique en Italie, de ceux qui vécurent l'exil comme une perpétuelle errance, à la recherche de certitudes, géographiques, physiques, et existentielles. Le choc de la rencontre avec la réalité française fut également pour eux une approche personnalisée de la politique, l'ouverture sur un monde non monolithique, aux réalités multiples, idéalisé dans l'esprit de ceux qui ont combattu au nom des idéaux républicains, essentiel à l'acquisition de paramètres en vertu desquels il devient possible d'œuvrer dans l'avenir.

L'intention punitive qui fut à l'origine de l'émigration des républicains italiens s'est transformée en une œuvre constructive de modification des idées et des mentalités. La communauté dans laquelle se reconnaissent progressivement des hommes tels que le comptable De Lorenzo sera l'État éclairé de l'ère napoléonienne.

Renata DE LORENZO (traduction B. Gainot)

Anna Maria RAO (sous la direction de), **Foules contre-révolutionnaires. Les insurrections populaires dans l'Italie jacobine et napoléonienne.**

Les célébrations du bicentenaire du « *triennio* républicain » 1796-1799 (la dénomination apparaît nettement préférable à celle de « *triennio* jacobin » pour les raisons justement exposées par Luciano Guerici) n'ont pu faire autrement qu'enregistrer le changement de climat politico-culturel, et qu'être marquées par le courant révisionniste, dont les premiers effets s'étaient manifestés à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française. L'une des voies principales prises par cette polémique contre les orientations historiographiques dominantes fut l'accent mis sur les mouvements sanfédistes et contre-révolutionnaires qui se produisirent au cours de ces années dans pratiquement toutes les régions italiennes, interprétés et exaltés dès lors comme l'expression d'un sentiment national viscéral et d'une réaction contre les étrangers venus fouler aux pieds notre terre (mais n'y eut-il pas à maintes reprises des étrangers dominateurs et spoliateurs, pourrions-nous faire remarquer d'emblée?), interprétés tantôt comme la rencontre de mœurs ancestrales et de la religion traditionnelle, outragées par les Français impies et leurs alliés, tantôt comme la défense des petites patries locales et de leur autonomie. Il ne serait pas difficile de rattacher chacune de ces interprétations, qui se présentent souvent sous un aspect confus, à tel ou tel courant politico idéologique. Aucun scandale, cela va de soi, sauf à remarquer que l'idéologie n'est pas uniquement le fait de la gauche, et que le seul résultat qui compte est la solidité de la recherche et l'originalité des conclusions auxquelles on aboutit. De ce point de vue, toutefois, il ne semble pas que la prolifération des publications, des revues, des colloques, consacrés aux insurrections, ouvre des perspectives d'une grande nouveauté, étant donnée la primauté, par rapport aux études précises et à la publication documentaire, des affirmations de principe, reprises pour la plupart des travaux anciens de Lumbroso et Rodolico (réédité récemment pour la premier avec une préface de Oscar Sanguinetti), et des polémiques contre l'historiographie « officielle », accusée de négliger et de sous-estimer les mouvements contre-révolutionnaires. Sur le bien-fondé de ces accusations, il y aurait matière à discussion, si on a en mémoire des études aussi importantes que celles de Cingari et Turi dans les années cinquante et soixante, et plus récemment les travaux de Rao et Davis sur le Mezzogiorno, de Minciotti Tsoukas et Cattaneo sur les États de l'Église, de Ricuperati et Broers sur le Piémont, pour m'en tenir aux premières références qui me viennent à l'esprit. À celles-ci, on peut ajouter les articles réunis dans le numéro spécial de *Studi Storici* d'avril-juin 1998, rassemblés par Anna Maria Rao, et intitulés : *Les insurrections contre-révolutionnaires dans l'Italie révolutionnaire et napoléonienne*, il est particulièrement utile de les trouver désormais réunis en un seul volume, moyennant quelques retouches, et un supplément de deux articles, l'un de Mattone et Sanna sur les mouvements populaires sardes entre 1793 et 1796, l'autre de Francesca Maria Lo Faro sur la révolution et la contre-révolution dans la région de Bari.

De l'ensemble de ces études, *l'insurrection ressort* - selon Anna Maria Rao -, *dans toute son inexorable complexité, comme un phénomène diversifié dans l'espace et dans le temps, faisant ressortir une multiplicité de situations locales, une variabilité extrême de la dynamique et des objectifs [...] qui rendent difficile toute tentative de généralisation abstraite* (p. 12). Ce n'est pas partout, avant tout, que les mouvements populaires prennent une direction clairement anti-française et anti-révolutionnaire. La meilleure preuve du caractère ambigu, ou plus exactement pré-politique, de la contestation, est fournie par les deux monarchies les plus anciennes et les plus fortement enracinées dans la tradition, le Royaume de Sardaigne et le Royaume de Naples. Pour le premier, il faut distinguer nettement les conditions de l'île de Sardaigne, où c'est dans une période récente que s'est fait sentir la politique centralisatrice de la Maison de Savoie, et les conditions des communautés piémontaises, habituées depuis des siècles à la présence et au pouvoir d'arbitrage des fonctionnaires royaux. La « révolution sarde » qui s'est traduite par l'élaboration d'un programme « constitutionnel », oeuvre des *Stamenti* en 1793, par l'expulsion des Piémontais, puis par le développement d'un mouvement anti-féodal de grande

ampleur, est certainement un cas unique, qui ressemble beaucoup plus aux événements contemporains de la Corse qu'aux événements qui se passent dans la péninsule, et représentent en même temps un contrepoint à la tendance à tout vouloir ramener en termes d'adhésion ou de réaction aux idées françaises, et une réaffirmation de la nécessité de replacer les faits du *Triennio* dans une perspective à plus long terme. Les troubles qui éclatent dans une quarantaine de communautés du Piémont méridional au mois de juillet 1797, tels que les reconstitue Alice Blythe Raviola à partir d'une large documentation inédite, ne peuvent se comprendre sans tenir compte de la grave crise économique et sociale qui secoue la région depuis le début de la décennie 1790, et en même temps, de l'affaiblissement du contrôle des autorités en raison de la défaite militaire. Reste le fait que, à la base du mouvement, auquel prennent part le peuple et les bourgeois, il n'y a pas seulement la protestation contre la vie chère, mais aussi un sentiment égalitaire qui s'exprime par la lutte contre les droits féodaux, et par des revendications parfois naïves, comme la requête avancée par les habitants de Racconigi selon laquelle *les messieurs de la paroisse ne devront commettre aucune injustice en sonnant les cloches, à l'occasion des funérailles, et devront sonner les cloches aussi bien pour les pauvres que pour les riches* (p. 131) ; on trouve ici une certaine ressemblance avec la Grande Peur analysée par Lefebvre. De même, à l'autre extrémité de la péninsule, dans la région de Bari, la haine de l'étranger et le sentiment religieux ne paraissent pas avoir joué un rôle significatif. *Souvent, dans les cités populeuses comme dans les petits centres urbains, les troubles étaient une manifestation des enjeux locaux de pouvoir* (p. 327) avec un arrière-plan de crise économique et de subsistances, comme l'attestent en 1799 les manifestations d'adhésion à la plantation des arbres de la liberté, et autres cérémonies républicaines. Le triomphe final des forces légitimistes apparaît plutôt comme une conséquence de l'évolution de la situation générale du Royaume (la marche victorieuse du cardinal Ruffo), et non comme un choix spontané des populations. Il est avéré que les sympathies républicaines caractérisent plusieurs petits territoires dans le Basilicate voisin (non traité dans les contributions) ; Anna Maria Rao observe avec pertinence dans l'introduction que *la participation populaire au mouvement républicain [...] est généralement sous-estimée et nécessiterait une prise en considération* (p. 23). Plus généralement, elle semble partager le point de vue exprimé dans l'article de John A. Davis (*Révoltes populaires et contre-révolution dans le Mezzogiorno continental*) sur la base d'études récentes qui montrent que *les insurrections populaires furent motivées par des conflits qui prenaient racine dans la lente transformation du régime féodal du Mezzogiorno, prenant la forme d'une guerre persistante entre les riches et les pauvres, prompte à éclater à la première occasion de crise politique* (p. 350).

Ce qui ne veut pas dire, naturellement, que toutes ces remarques conduisent à négliger la dimension anthropologique du phénomène, qui présente des aspects rituels et mentaux tout aussi révélateurs de la profondeur de la crise qui a secoué la société, non seulement italienne, mais également européenne, à la fin du siècle (Rao, p. 29). Pour cette dimension, il faut pleinement prendre en compte le sentiment religieux populaire qui, particulièrement en Italie centrale, fut largement dominant, et mobilisé pour servir la propagande anti-française, insistante et véhiculée par le clergé à partir de 1791, comme le montre la vague de « miracles » qui parcourt ces régions au début de l'invasion française. Trois articles sont consacrés aux États de l'Eglise dans ce volume. Massimo Cattaneo, auteur en 1995 d'une importante étude (*Le regard de Marie sur la Révolution*) sur les miracles de 1796-1797, s'intéresse ici à *l'opposition populaire au jacobinisme à Rome et dans les États de l'Eglise*, s'appuyant en particulier sur la révolte trasteverine du 25 février 1798. Marina Caffiero, dans l'unique article du volume qui soit consacré aux premières années du XIX^e siècle, analyse les traits de l'action répressive (en fait bien légère et modérée) menée par le gouvernement pontifical restauré contre les « jacobins » : ce qui lui permet d'exploiter une très intéressante source judiciaire relative à une nouvelle vague d'insurrections en 1806, et d'affirmer que leurs motivations tendent à souligner une compétition désormais installée entre deux factions locales ou « partis » pour

lesquels, derrière les formes «archaïques» de la rivalité pour le pouvoir, se mêlent d'anciennes rancœurs, des inimitiés personnelles, des rivalités de familles et de clans, des désirs de vengeance et des conflits de groupes, internes à la communauté, et l'esprit de clocher, entre communautés voisines traditionnellement rivales (p. 317). Ces observations mériteraient d'être étendues à d'autres espaces de la péninsule, où les conflits du *Triennio* ont laissé un reliquat de haine, et ont contribué à la cristallisation d'antagonismes ancrés dès lors dans la longue durée (selon le modèle départemental sarthois étudié par Paul Bois). C'est un autre champ de recherches qui peut ainsi s'ouvrir, plus généralement, autour de la crainte de la violence populaire engendrée par les événements de 1796-1799, avec sa trace dans la mentalité des propriétaires, et dans les attitudes des intellectuels, selon des exemples bien connus, tels que ceux de Cuoco ou de Foscolo. Les insurrections anti-françaises de la région de Ferrare sont enfin l'objet d'une ample contribution de Valentino Sanì, qui repère une double origine de la révolte de Lugo et Cento, dans l'été 1796 ; d'un côté, *une authentique croisade pour la défense de la Sainte Foi et du pouvoir temporel des papes*, qui traduit les sentiments du petit peuple, de l'autre, une stratégie politique des notables soulevés pour *l'affirmation d'une autonomie pleine et entière du Ferrarais* (pp. 199-200).

Sur la périphérie des États de l'Église, nous assistons également à cette renaissance de l'esprit citadin et municipal, qui avait déjà retenu l'attention de Franco Venturi, et qui constitue le tournant paradoxal de l'ébauche d'un projet d'unification nationale ; à la démocratisation du chef-lieu, pour laquelle entre pour une part essentielle la volonté d'émancipation par rapport à la sujétion pontificale, répond le choix contraire des bourgeois les plus nantis. Ce processus, *mutatis mutandis*, est à l'œuvre dans la révolte des vallées de Brescia et de Bergame, pour laquelle par ailleurs le sentiment religieux et le rejet des Français occupent une place beaucoup moins importante que dans le Ferrarais, comme le montre l'article de Paolo Preto. Plus complexe est le cas des « Pâques véronaises », qui mêle citadins et ruraux ; parmi ses multiples causes, Gian Paolo Romagnani énumère *la tension entretenue depuis dix mois par l'occupation militaire, le poids des réquisitions sur une économie déjà affaiblie par la crise des années 90, le traditionnel attachement des paysans et du petit peuple à l'église et à la paroisse, le rôle décisif d'une noblesse citadine qui possède des attaches terriennes et une multitude de réseaux d'alliance qui ont tenu enserrée jusqu'à cette époque la société locale dans un équilibre fragile mais bien réel entre la ville et la campagne* (p. 117).

La situation de la Ligurie relève encore d'une autre configuration : une révolte anti-jacobine et « patriotique » du petit peuple de Gênes, étudiée par Giovanni Assereto, *une sorte de réplique de la révolte populaire de 1746* contre les Autrichiens (p. 173), voit coïncider en mai 1796, sans se confondre pour autant, un large soulèvement des paysans des vallées, encadré par le clergé et les autorités locales, qui sera suivi de la brève mais cruelle insurrection des *Viva Maria* au début de septembre. Le mouvement s'unifie autour de la défense de la religion qu'on jugeait mise en péril par la constitution démocratique ; mais cet élément n'en cache pas moins au regard acéré d'Assereto la variété des revendications locales : *Même si elle prit la forme d'une jacquerie, l'insurrection fut diverse : elle dessine sur la carte de la région ligurienne, avec une remarquable précision, la carte de la fidélité à l'Ancien Régime et à ses valeurs. Une fidélité qui prend des formes différentes selon les localités : à la périphérie de la capitale, là où domine le système agricole du grand domaine, elle naît de la condition privilégiée de ceux qui vivent sur les tenures nobiliaires en quasi-symbiose avec les propriétaires aristocrates ; dans les Monts ligures, elle hérite d'une ancienne dévotion de nature féodale, et de l'orgueil d'appartenir à de petites communautés dotées par l'État de lois et de coutumes particulières ; tandis qu'à Fontanabuona et autres vallées du Levante, nous nous trouvons face à une organisation politico-sociale archaïque qui avait de tout temps trouvé son équilibre propre dans le cadre de l'état génois, sans pour autant s'identifier à lui de façon permanente* (pp. 189-190).

La participation au mouvement d'éléments de la classe dominante, avec leurs fonctions organisatrices et dominatrices, a été davantage suggérée que précisément

démontrée par les études précédentes. C'est ce qui fait l'intérêt de l'article de Claudio Tosi qui, partant de l'analyse d'archives privées, reconstitue le portrait social et culturel d'un protagoniste de premier plan de l'insurrection arétine de 1799, le marquis colonel Giovan Battista Albergotti; un réactionnaire, certes, mais d'une toute autre nature que celle d'un fanatique mû exclusivement par l'intolérance religieuse ou le légitimisme aveugle; plutôt un noble rusé et sans préjugés, doté d'une notable capacité d'organisation, rattaché au courant majoritaire de l'aristocratie européenne qui, au moins dans une première phase, saisit l'occasion de la poussée contre-révolutionnaire pour chercher à reconstruire les conditions de l'Ancien Régime contre l'œuvre réformatrice des souverains absolus (p. 252). La contribution de Tosi apporte ainsi une illustration utile - mais ce n'est pas une critique - à la thèse de Gabriel Turi, récemment rééditée avec une vaste postface (*Viva Maria! Réforme, révolution et insurrection en Toscane*, Bologne, II, Mulino, 1999) selon laquelle l'insurrection de 1799 est l'acte final d'une protestation populaire contre les répercussions négatives des réformes léopoldines sur le plan économique et social. Contre toute généralisation hâtive, contre toute lecture désinvolte, de nature apologétique et idéologique, en vertu de laquelle le sanfedisme, plutôt qu'un objet d'étude, apparaît comme un projet anachronique pour le présent (selon M. Cattaneo, *Contre-révolutions et insurrections* in D. Amando - M. Cattaneo - M. P. Donato : *Une révolution difficile. La république romaine de 1798-1799*, Pisa-Roma, Istituto editoriali e poligrafici internazionali, 2000, p. 183), il est nécessaire de réaffirmer l'exigence (non négociable) de la seule recherche qui soit à la fois appuyée sur des documents et étayée sur le plan méthodologique, à l'image de celles qui composent le présent volume, rattachant les événements des années 1796-1799 à l'époque qui les précède, sachant relier aux grandes évolutions nationales et internationales de la période - par exemple, les effets de la propagande contre-révolutionnaire de l'Église ou la dégradation des conditions de vie du peuple - aux tensions et aux conflits engendrés par les circonstances de la crise et les rapports de forces locaux.

Anna Maria RAO (traduction B. Gainot)

« Le patriotisme et le courage ». La Repubblica napoletana del 1799 nei manoscritti del generale di brigata Antoine Girardon, édition de Georges Seganiri et Maria Pia Critelli, présentation de Anna Maria Rao, Publication de l'Istituto italiano per gli studi filosofici, Naples, 2000; 214 p. + 2 index (20 p.), 21,69 euros (env. 150 F.)

La publication de ce document peut sembler d'un intérêt secondaire, au premier regard, dans la mesure où il s'inscrirait dans la longue série des journaux militaires, précis au jour le jour des faits d'armes, dont les actuelles commémorations de l'épopée napoléonienne, sont bien souvent le prétexte.

Or, les enjeux de cette publication dépassent largement l'histoire militaire *stricto sensu* pour apporter un témoignage exceptionnel sur l'évolution de la République napolitaine de 1799, ses divisions internes et son isolement croissant, ainsi que sur les rapports entre les autorités civiles et les autorités militaires. Un témoignage global, donc, servi par la grande intelligence de son auteur, ainsi que le rappelle Anna Maria Rao dans la présentation.

La valeur du document provient aussi de son caractère exceptionnel, compte tenu de la destruction des sources consécutive à la chute de la République et à la réaction qui a suivi. C'est au Service historique de l'Armée de terre à Vincennes, dans la très riche série des *Mémoires et Reconnaissances*, que ce manuscrit a pu être retrouvé, et complété par le journal de marche de l'armée de Naples dans la série B3 du même dépôt. Georges Segarini rappelle les conditions de l'établissement du texte, restitué dans son intégralité, en français.

La personnalité d'Antoine Girardon entre également pour beaucoup dans la valeur de cette publication; chef de la douzième demi-brigade d'infanterie légère, il

prend le commandement des reliquats de l'armée de Naples, dix mille hommes environ, restés pour organiser la résistance des places de Capoue, Gaëte, et du château Saint-Elme, à Naples, après le départ de Mac Donald et du gros de l'armée. La mission était de résister le plus longtemps possible, dans l'attente de secours qui viendraient débloquer les places si la menace autrichienne était contenue en Italie du Nord. On sait qu'il n'en fut rien, et que le corps expéditionnaire dut capituler, aux termes d'une convention non respectée par Nelson, sous la pression des Bourbons de Naples. Girardon est un officier foncièrement républicain, qui adhère en pleine connaissance de cause aux principes démocratiques de la République, dont il est l'ultime protecteur. C'est également un loyaliste, qui ne voit pas de contradiction entre les destinées de la République napolitaine et les instructions officielles du Directoire (ce qui n'était pas le cas de Championnet, par exemple), qui s'efforce de répondre de son mieux aux ordres que lui a transmis le général en chef Mac Donald, lors de son départ. C'est enfin un militaire qui connaît bien le terrain et l'adversaire, mettant à profit l'expérience de la « petite guerre » qu'il dut conduire à la fin de l'année 1798 contre les insurgés des Abruzzes, aux confins du Royaume de Naples et de la République romaine. Les tensions qui vont se développer ne sont donc pas tant la conséquence d'une opposition entre le général et les républicains napolitains, que de divisions entre ces républicains eux-mêmes, divisions qui vont s'aggraver à partir du début du mois de juin 1799.

L'essentiel du document couvre la période comprise entre le 22 floréal an VII (11 mai 1799), date du départ de Mac Donald pour le Nord, et le 9 thermidor an VII (27 juillet 1799), jour où le Conseil de guerre de la place de Capoue prend la décision de capituler.

Maria Pia Critelli, dans une longue et passionnante introduction, s'attache à restituer cet épisode du siège de Capoue dans son environnement géopolitique.

La dimension stratégique est, très naturellement, compte tenu des fonctions occupées par l'auteur, une donnée fondamentale. Girardon, face à la pression conjointe exercée par les coalisés et les insurgés du cardinal Ruffo, conçut le projet d'abandonner la ville de Naples pour se replier sur Capoue. L'essentiel était de maintenir ouvertes les voies de communication pour conserver un ensemble territorial cohérent. Cette revalorisation du rôle stratégique des places fortes est une évolution tout à fait significative dans la pensée militaire des officiers républicains, qui avait plutôt mis l'accent sur l'offensive par grandes masses. Girardon se heurte sur ce point au ministre de la Guerre de la République napolitaine, Manthoné, qui reste fidèle à la pensée classique, privilégiant une stratégie offensive pour reconquérir les provinces passées à l'insurrection. Dans son *Essai* sur l'expérience napolitaine de 1799, Vincenzo Cuoco devait d'ailleurs rendre justice au projet Girardon.

Ce dernier ne raisonne pas seulement en technicien de l'art de la guerre. Il réclame aussi des mesures de réorganisation administrative. Il met en cause la lâcheté des autorités municipales, l'inertie des gardes nationales, dont plusieurs bataillons rejoignent massivement l'insurrection sans combattre. Ce qui n'est pas pour lui une simple résultante mécanique de la disproportion du rapport de forces, mais surtout un effet des faiblesses du projet politique et social républicain. Il y a urgence à raffermir les bases sociales de la République, en appliquant notamment sur les territoires qu'elle administre la législation antiféodale, seul moyen d'établir le consensus indispensable à toute reconquête républicaine.

L'analyse de Girardon sur les causes de l'insurrection découle de ce projet global. Il estime qu'une distinction doit être faite entre le brigandage social et la contre-révolution. Les soulèvements qu'il observe autour de Capoue ne sont pas, au moins dans un premier temps, tournés contre les symboles de la République, comme les arbres de la liberté. Il observe finement la géographie des zones insurgées ; les habitants de la plaine sont bien plus loyaux envers les autorités républicaines que les villages de la montagne. Il pense qu'il serait possible de faire des proclamations qui, en mettant plus l'accent sur

le brigandage social que sur la contre-révolution, permettraient de rallier, ou au moins de neutraliser, les propriétaires (proclamation du 24 mai 1799, p. 131).

La présence de Girardon et de son état-major, aux côtés des autorités civiles, à la célébration de la Fête-Dieu, le 23 mai, est un témoignage d'une haute portée symbolique, analogue à la fameuse prise de légitimité de Championnet par le miracle de saint Janvier, peu après son entrée à Naples. Ce sont là des mutations significatives dans la prise en compte du sacré par le pouvoir politique républicain.

Maria Pia Critelli s'arrête également sur la gestion de Capoue, cité campagnarde transformée en place forte de la ligne de front. Deux cultures et deux modes de gestion, parfaitement antinomiques, vont coexister à l'époque du siège. Le général cherche à mettre en œuvre des mesures en faveur des pauvres, des indigents, de ces masses de réfugiés venues s'abriter derrière les retranchements militaires. Mais ces mesures heurtent profondément les élites paysannes, que le général cherche par ailleurs à gagner à la cause républicaine. Et les masses paysannes considèrent ces élites comme les piliers d'une vie communautaire immuable, gage de stabilité et de solidarité. Ce qui plonge l'état-major dans une série de contradictions fatales, accentuées par les nécessités de la défense avancée, lorsque la pression des insurgés devient inexorable. La destruction des maisons, voire de quartiers entiers des faubourgs, et surtout des églises et des objets du culte, anéantit les efforts amorcés en vue d'une gestion démocratique de la cité assiégée. Les complots multipliés, l'intelligence avec l'ennemi aux portes, poussent à une répression qui isole les défenseurs.

Girardon cherche encore un ultime sursaut, une coordination des efforts avec la garnison assiégée du château Saint-Elme, à Naples, commandée par le colonel Méjean (*Nous travaillerons de concert pour conserver à notre patrie cette importante conquête et la liberté de ses habitants*, écrit Girardon à Méjean, le 10 mai 1799). Mais, en juillet, la forteresse napolitaine capitule, suivie par la capitulation de Capoue le 9 thermidor (27 juillet), et par celle de Gaëte, le 30 juillet. Des conditions controversées du traité de capitulation de Méjean, de la sanglante restauration bourbonnienne, Girardon ne dira pas grand-chose, si ce n'est une constatation laconique (*la contre-révolution est faite à Naples*), et une reconnaissance du *patriotisme et du courage* des défenseurs de la République méridionale.

Le général vaincu vogue vers la France, emportant avec lui le souvenir de scènes sanglantes, la reine Marie-Caroline ayant recommandé à Nelson de traiter la cité rebelle avec autant de sévérité que s'il se fut agi d'un village irlandais, et l'amertume de l'échec d'un projet de régénération avortée.

Ce témoignage est de la plus haute importance. Il apporte un éclairage inédit sur les ambiguïtés et les divisions du camp républicain, nous plonge directement au cœur de cette « révolution passive », objet de la réflexion des exilés survivants, dont le parcours a été magistralement retracé par Anna Maria Rao dans *Esuli*. Mais il nous offre également une belle figure d'officier républicain, chez qui les fonctions militaires sont étroitement mêlées aux réflexions politiques et sociales. Tous ces officiers de l'armée de Naples n'étaient pas ces soudards et ces pillards, que nous présentent encore trop souvent des raccourcis hatifs. Nous devons exprimer notre reconnaissance aux collègues italiens d'avoir exhumé des archives françaises cette source précieuse.

Bernard GAINOT

La Révolution française : la guerre et la frontière, sous la direction de M. Cubells, Paris, Éditions du CTHS, 2000, 527 pages, 300 F.

Le volume rassemble les communications présentées aux 119^e et 121^e Congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques (Amiens et Nice, 1994 et 1996). Des frontières du sud-est aux plaines du nord, des villes portuaires méridionales aux fron-

tières avec la Suisse et le Piémont, la mobilisation humaine, matérielle et morale de la France en guerre sous la Révolution et l'Empire est d'abord présentée. L'étude de la défense nationale riche d'enseignements sur l'effort consenti notamment en Normandie, en Picardie et en Alsace s'accompagne d'une série d'enquêtes sur la guerre elle-même : guerre révolutionnaire, guerre « subversive » de l'ordre établi, guerre de propagande et aussi guerre d'expansion et de domination contre laquelle réagissent les populations. D'autres contributions apportent un éclairage particulièrement neuf sur les images de la guerre fournies par les voyageurs ou par les géographes, sur les discours tenus sur la guerre et sur le droit des gens par les diplomates, par les députés de la Première République ou par Bonaparte dont les proclamations sont revisitées par une étude informatisée. Un ouvrage qui enrichit donc l'histoire dite « militaire » qui s'avère être ici, comme il se doit, une histoire globale.

Jean-Paul BERTAUD

La situation des départements et l'installation des premiers préfets en l'an VIII (1799-1800). Recueil d'analyses et d'extraits de documents de la série F1c III des Archives nationales, par E. BERLIOZ, sous la direction de P. Bouteiller et de A. Parmentier, Paris, La Documentation française, 2000, Un vol. gr. in-8° de 365 p., index, 240 F. (36,59 E).

L'ouvrage offre, pour les 89 départements, des extraits des rapports des préfets lors de leur installation en l'an VIII (sous-série F^{1c} III des Archives nationales). Ces extraits portent sur les réactions au coup d'État des 18 et 19 brumaire et sur l'accueil réservé à la Constitution, sur l'esprit public avant l'arrivée des préfets, enfin sur l'installation et les activités des préfets. Les documents confrontés à l'enquête de l'an IX permettront de nuancer le tableau particulièrement sombre de la France fourni par les conseillers d'État.

La publication des documents est précédée d'études claires et précises sur la situation des départements et sur le processus d'installation des préfets. Des annexes facilitent le travail des chercheurs : liste des commissaires du gouvernement dans les départements avant l'installation des préfets, liste des premiers préfets avec leur département d'affectation, et des notices biographiques des premiers préfets. Une bibliographie sommaire et un index complètent un ouvrage qui est une source d'informations et un outil de travail.

Jean-Paul BERTAUD

Fondation Napoléon *et alii*, Éléments d'étude sur le Conseil d'État napoléonien (1799-1815), Paris, 2000, 159 p.

Voilà une belle manière de fêter le bicentenaire du Conseil d'État, fondé le 22 frimaire an VIII, et d'assurer la sauvegarde des ultimes archives demeurant après l'incendie du Palais d'Orsay en mai 1871 : 3660 imprimés de travail de l'institution, les dessins de l'un de ses membres (pour beaucoup réalisés en séance), Frédéric Christophe de Houdetot, cent cinquante lettres partiellement inédites de Napoléon à Bigot de Préameneu, conseiller d'État puis ministre des Cultes, sont disponibles sur Internet (www.napoleonica.org). Le présent ouvrage, superbement présenté, est davantage qu'un guide du site. Jean Tulard rappelle les origines du Conseil, installé avant même l'approbation de la constitution de l'an VIII, ses règles d'organisation, sa composition, le cérémonial des séances et l'intérêt très fluctuant qu'y porte Napoléon, aux absences duquel supplée Cambacérès. Il note la part croissante des militaires, y compris chez les auditeurs (436 nominations de 1803 à 1814) et les soixante-quatorze maîtres des requêtes, au sein d'un cénacle dont l'influence décline après 1810 et qui subit deux

épurations conséquentes, l'une lors du retour de Louis XVIII (la moitié des membres sont renouvelés), l'autre durant les Cent Jours.

S. Bouffange, conservateur de la bibliothèque et des archives du Conseil d'État, offre une description des fonds des Archives nationales sur la chambre napoléonienne (AF IV et AF IV*), sur la secrétairerie d'État (BB et AP) ; des fonds propres du Conseil (des manuscrits autographes) et des fonds départementaux (correspondances, procès-verbaux des séances, registres d'arrêtés, dossiers de procédure en matière contentieuse, etc., la recension n'étant pas achevée). F. Monnier s'attache à la présentation du fonds Gérando, bénéficiant désormais d'un inventaire détaillé et systématique réalisé par M. C. Vignal (l'index reste à construire mais la numérisation des sources facilite déjà la recherche). Il regroupe les imprimés du Conseil d'État destinés à Napoléon : projets de lois, de décrets et de règlements, textes confidentiels, le tout permet une vue parcellaire de la jurisprudence du Conseil (qui invite à autant de recherches clairement suggérées). On en retire l'impression d'une institution active pour intervenir dans le domaine économique ou pour aider à l'uniformisation de l'administration, maladroite dans la gestion de certaines affaires financières - leur formation n'y préparait pas les conseillers -, impuissante à exercer une tutelle sur les ministères.

A. de Maurepas a déjà étudié les implications économiques et financières des travaux du Conseil et ainsi défini le périmètre des interventions de l'État (gestion de la Bourse et des douanes, protectionnisme, réglementation des halles et des marchés, fixation des prix et des salaires, police des jeux et répression des fraudes, travaux publics, tontines). Il présente une analyse formelle des imprimés, montrant combien ils nous permettent d'appréhender l'évolution de la pensée des conseillers, du rapport de la section du Conseil concernée par le projet de loi ou de décret jusqu'à son aboutissement ou son non-aboutissement réglementaire. Certes, le travail individuel des membres de la Haute-Assemblée connaît parfois des ruptures, ne serait-ce que les siestes inopportunes engendrées par la longueur ou la fadeur des séances plénières : les dessins magnifiques et cruels d'un auditeur, ancien élève de l'atelier de David, Frédéric Christophe Hondet, dont quarante-sept sont reproduits dans le présent ouvrage et commentés par A. Damien, nous le rappellent, au détriment d'Hauterive, de Lebrun et de Cambacérès lui-même. Ils nous donnent envie de découvrir bien vite les portraits piquants des élites provinciales que l'artiste peindra à partir de 1808, durant sa carrière préfectorale.

J.-O. Boudon, introduisant et annotant la correspondance échangée entre Napoléon et Bigat de Préameneu, intégralement reproduite, s'éloigne nécessairement du seul Conseil d'État pour dresser une synthèse de la politique religieuse de l'Empereur, dont les ardeurs, en pleine crise du Concordat - la volonté de gagner le pape à sa cause se heurtant au refus du pontife d'abandonner aucune prérogative -, sont bridées par son ministre. Leurs correspondances portent aussi sur la réorganisation des diocèses, notamment dans les États pontificaux, l'exil et la déportation d'une partie du clergé qui s'ensuit, les résistances aussi, nécessitant une augmentation du contrôle policier français. Où l'on découvre enfin un Napoléon, homme des Lumières très méfiant envers les couvents et les monastères, favorable aux congrégations féminines vouées à l'assistance hospitalière et à l'enseignement.

Philippe BOURDIN

Antoine CASANOVA, Napoléon et la pensée de son temps : une histoire intellectuelle singulière, Paris, La Boutique de l'histoire, 2000, 324 p.

On le sait par ses grands travaux d'érudition et de recherches en histoire et anthropologie, A. Casanova est non seulement un historien majeur de la Corse, auquel la revue *Études corses* a naguère rendu un hommage impressionnant, il est aussi l'un des plus pertinents parmi les analystes de la culture des Lumières, observées sur le versant de

leur anthropologie. En consacrant un gros livre à Napoléon Bonaparte, penseur *de* son temps, penseur immergé *dans* son temps, Casanova s'efforce de comprendre l'homme d'action dans son individualité « singulière » par référence aux savoirs qu'il a reçus et à la manière dont s'est façonnée sa personnalité intellectuelle mais sans rien oblitérer, s'agissant des textes émanant de lui-même, des parades autojustificatives qu'il a produites *in fine* pour aider à construire ce mausolée de gloire dont il ne doutait pas que la postérité le consacrerait à sa mémoire. Dans ce nouveau livre sur Napoléon, on cherchera en vain une nouvelle biographie ou une apologie facile. Si l'« Empereur » y est toujours présent - avec le « E » majuscule qui plaît aux admirateurs ! - il ne l'est en réalité qu'à travers les « élaborations intellectuelles » qui accompagnent, fondent, illustrent et justifient le cas échéant, l'orientation de sa politique et les grands choix qui s'imposèrent à lui ou qu'il imposa à la Corse puis à la République française et enfin à l'Europe pendant une durée qui fut celle d'une génération entière. Ne cherchons donc pas dans ce livre une nouvelle glose à mettre au compte de la napoléophilie - quoique celle-ci ne soit pas tout à fait étrangère à la plume de l'auteur ! - mais enregistrons comme un effort très réussi, l'enquête tout à fait originale, soigneuse et argumentée entreprise par A. Casanova dans ce qui constitua l'univers mental, intellectuel et conceptuel (mais non pas affectif), d'un général républicain devenu Premier consul puis Empereur des Français.

Se lancer dans cette entreprise exigeait de l'audace et surtout de la patience. Le *corpus* de l'œuvre napoléonienne, on le sait, est immense, divers, problématique... et la bibliographie comme la liste des travaux à l'homme Napoléon consacrés, décourage l'ambition d'exhaustivité ! Fort sagement, l'auteur a pris le parti d'un retour critique et comparatif aux sources elles-mêmes : le *Mémorial* évidemment, le Journal de O'Meara Barry (*Napoléon dans l'exil*), le *Journal de Sainte-Hélène* de Gourgaud, les *Récits* de Monthonlon, les *Mémoires* de Marchand, les *Cahiers de Sainte-Hélène* de Bertrand, tous les écrits antérieurs de Napoléon Bonaparte, ouvrages comme le *Souper de Beaucaire*, discours, notes, ordres du jour, textes officiels, correspondances, témoignages de conversations ou d'audiences, etc., eux-mêmes resitués quand le propos le permet, dans l'utilisation qu'en fit le légendaire du XIX^e siècle (cf. Natalie PETITEAU, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris, 1995). De cette puissante compilation dans laquelle l'auteur aurait pu se noyer, sort par la magie d'une confrontation ordonnée, une synthèse intelligente, à la fois neuve et percutante.

La première partie du livre est consacrée à l'étude des fondements philosophiques de l'anthropologie napoléonienne : un athéisme essentiel fondé sur une conception « matérialiste » du monde de type holbachien ; la matière serait étendue et mouvement et c'est dans la nature, c'est-à-dire *par* elle que, fluides, éther et électricité se combinant, se serait construite la matière vivante. Cela autorise-t-il à évoquer le recours chez Napoléon à une *catégorie générale de pensée critique* qu'on tiendrait pour un « matérialisme » anticipateur de type contemporain ? J'avoue n'en avoir pas été entièrement convaincu et certains verront peut-être ici une reconstruction téléologique quoique, en regardant de près les textes cités, on soit incontestablement enclin à penser que Napoléon a porté à leurs conséquences ultimes les esquisses d'une critique matérialiste inspirée des encyclopédistes et de Diderot ou inscrite dans la tradition condillacienne.

Une très large seconde partie est consacrée à Napoléon comme penseur de l'histoire ; on le savait attentif et passionné par l'histoire saisie dans la longue durée des civilisations (le christianisme, l'islam) mais on le voit aussi préoccupé de comprendre les crises comme événements spécifiques : la collecte des citations est ici exemplaire et montre la précocité, la continuité et la diversité de genre, des préoccupations de l'Empereur en ce domaine. C'est ici que l'on trouvera matière à se représenter la manière dont Napoléon conçoit la Révolution française dont il se tient pour l'héritier, quoique en partie seulement : nécessité de la Révolution au regard des besoins nouveaux de l'économie et de la société autant que des mœurs, émergence et puissance de la référence nationale, risque de décomposition de l'effort prométhéen sous l'effet

des impatiences sociales et des petitesse humaines, vaste affrontement de l'ancien et du nouveau dont la guerre européenne de 1792 à 1815 - malgré la courte paix hélas précaire de 1802-1803 qui n'en a pas vraiment interrompu le cours - a fixé les enjeux sur un terrain qui n'était peut-être pas celui qui avait la préférence de Napoléon nous dira celui-ci au terme de sa vie. Mais celui qui détruisit la République - on y revient p. 222 et suivantes - ne cessa de se vouloir fidèle à la Révolution et aux intérêts de la « classe moyenne », accoucheuse de « progrès ». Fidélité ? La troisième partie de l'essai, à partir d'une interrogation sur le silence de l'Empereur à propos de Thermidor, compose une étrange mais convaincante analyse du philo-robepierrisme de l'exilé de Sainte-Hélène ; entre ce « Robespierre, miroir de Bonaparte » (p. 158) et le chef dont la réflexion ultime porte sur l'angoisse de l'homme d'État face à la décision et au sens de son action, comme Jean Massin autrefois et à la suite de beaucoup d'autres, Antoine Casanova voit une certaine forme de continuité et beaucoup de familiarité : protagonistes majeurs de l'histoire française de leur temps, le cousinage est entre eux objectif. Mais il y ajoute une fine observation sur le remaniement de l'outillage conceptuel - on pourrait parler de bricolage - de l'Empereur entre le début et la fin d'une trajectoire qui le conduit d'un déterminisme de type mécaniste à un néo-déterminisme faisant la part belle au hasard et à la probabilité : un effet peut-être des préoccupations systémiques de l'époque ! La quatrième partie est consacrée tout entière à une réflexion critique sur les « constructions » autojustificatrices ou autocritiques et aux élaborations rétrospectives du reclus de Sainte-Hélène dans le contexte que chacun connaît : Napoléon s'y donne le rôle de l'irréductible opposant à l'Europe de la contre-révolution ; il se fabrique l'image du plébéien volontaire, il y dresse le portrait de l'homme des réussites éclatantes comme celui des occasions manquées, la figure du héros qui refuse de sombrer dans la déréliction et de se soumettre au suicide vers lequel on le pousse, affichant un volontarisme théâtral et malgré tout humble, destiné à préparer, *par ce qu'on dira de lui*, le futur de la civilisation...

Livre important que l'essai d'Antoine Casanova ! Il nous donne à voir dans une confrontation systématique de textes de diverses époques, un acteur majeur du mouvement historique pris dans sa subjectivité et l'évolution de ses représentations intellectuelles à partir du bagage conceptuel de savoirs divers qui furent ceux de son temps et du système de formation dont le hasard de la naissance le fit bénéficier. On y voit que Napoléon Bonaparte a peu fréquenté les Lumières anglaises, quasiment ignoré ce qui se pensait en Allemagne, de Leibniz à Kant ou Fichte, mais il était fort mathématicien et bon connaisseur de Montesquieu, Vico, Buffon, etc. Regrettons quand même que ce bel essai ne soit pas exempt, par tel ou tel détail, d'être tenu pour une contribution, même involontaire, à l'apologétique napoléonienne, ignorante des milliers de morts, de victimes et de sacrifiés de la tyrannie impériale, faisant bon marché de la liquidation ou de la perversion plébiscitaire des idéaux démocratiques contenus dans l'idée républicaine de 1792 à 1800, tenant pour négligeable le rétablissement de l'esclavage aux colonies et le retour contre-révolutionnaire du statut colonial lui-même. Certains lecteurs pourront aussi penser que Casanova « tire » Napoléon du côté d'une contemporanéité excessive... mais n'en fait-on pas autant depuis des décennies avec Chateaubriand, Guizot, Tocqueville, fournisseur des tartes à la crème libéralo-énarchiques ? Le lecteur attentif et puriste pourra regretter le recours fréquent à des clichés lexicaux comme le terme « élaborations » (au pluriel toujours ou presque) pour « idée », le goût de l'auteur pour le vocabulaire psychologico-anthropologique quand le vocabulaire commun suffirait, l'oubli ou la sous-estimation de quelques grands travaux récents notamment sur la période du Directoire, mais cela n'est rien au regard de l'originalité de la démarche analytique majeure de cette somme qui fait de Napoléon, d'abord un penseur majeur de son temps, au-delà du grand protagoniste politique et militaire de la nouvelle Europe des nations qui se construisit dans le siècle dont il inaugura la venue.

Jean-Marie WISCART, *Grands notables du Premier Empire*, Somme, Paris, CNRS Éditions, 2000, 110 p.

Jean-Marie Wiscart, maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Picardie-Jules Verne, dont la thèse a été consacrée à la noblesse de la Somme au XIX^e siècle, était assurément bien placé pour réaliser cette monographie départementale, tome 27 du vaste recensement national conduit depuis plusieurs décennies par Louis Bergeron et Guy Chaussinand-Nogaret. Le fascicule présente les biographies de 84 personnalités locales, correspondant aux 12 propriétaires les plus imposés de l'an X, aux 60 « plus distingués » de l'an XIII et aux 30 plus imposés en 1806. Respectant les normes scientifiques de l'entreprise, l'auteur fournit ses sources et « pistes bibliographiques », tout en s'efforçant de caractériser dans l'introduction le profil social du corpus, établi par le préfet Quinette, de ces personnages « réputés fidèles au nouveau régime » : « Anciens privilégiés capables de s'intégrer au nouvel ordre de la France, fière oligarchie du négoce amiénois, manufacturiers du coton ouverts à l'esprit d'innovation, seigneurs en battes du Santerre ». Près de la moitié avaient appartenu à l'ancienne (petite) noblesse et cinq d'entre eux devaient être de surcroît anoblis sous l'Empire ou la Restauration. Propriétaires et rentiers dominaient, suivis de représentants des milieux d'affaires urbains, d'ailleurs plus négociants que manufacturiers, de quelques gros cultivateurs, cadres administratifs et militaires. Ces notables avaient généralement été des partisans modérés de la Révolution - Ils ont siégé dans les assemblées de la décennie révolutionnaire, mais le seul préfet Quinette avait été représentant de l'Aisne à la Convention. Un bon tiers ont acquis des biens nationaux. N'apparaît que la Somme, certes département d'adoption sinon d'action politique de Gracchus Babeuf, fut terre d'une « révolution tranquille » et l'on en a certainement là une des explications, si l'on y considère l'adaptation globalement aisée des anciennes élites au nouveau cours politique, assurant la pérennité de leur poids social et de leur influence politique. C'est là un des intérêts majeurs de ce type de recensement biographique pour les historiens de la Révolution française.

Jacques BERNET

La Constitution du 4 novembre 1848 : l'ambition d'une république démocratique, Textes réunis par Jean BART, Jean-Jacques CLÈRE, Claude COURVOISIER et Michel VERPEAUX, *Actes du Colloque de Dijon*, 10-11 décembre 1998, Dijon, Éditions Universitaires de Dijon, 2000, 464 p., 240 F.

Ce colloque s'inscrit dans la série de rencontres organisées par les juristes de l'Université de Bourgogne sur les Constitutions de 1791, de 1793 et de l'an III. Bien que consacré à celle de 1848, il intéresse la Révolution dans la mesure où toute une séance est consacrée aux « inspirations » et à l'influence des constitutions révolutionnaires de la fin du XVIII^e siècle, tandis que d'autres communications et les discussions y font aussi largement allusion. Comme le remarque Jean Bart d'entrée de jeu, « l'oeuvre constitutionnelle de 1848 manifeste à la fois l'influence de la tradition révolutionnaire et la peur d'une véritable démocratie sociale », une peur du peuple que renforcent, à suivre la discussion générale, les tragiques « événements » de juin, mais qui est surtout à mettre au compte d'une prise de conscience du problème social lié aux progrès de l'industrialisation et de la concentration du prolétariat urbain. La forme républicaine, adoptée par le gouvernement provisoire et confirmée par l'Assemblée constituante dès le 4 mai, renvoie inévitablement aux modèles révolutionnaires français et américains, mais pour ce qui est de la Révolution française, plus à la Convention qu'à la Constituante : c'est toute l'ambiguïté de la référence à 1793 à la fin des années 1840, qui renvoie moins à la terreur qu'à la constitution. L'assemblée unique et le suffrage universel (masculin) manifeste le retour sans doute le plus symbolique aux sources républicaines et révolutionnaires de 1792-93, même si les procédures ne sont plus exactement les mêmes et que disparaissent les assemblées primaires, si spécifiques de la période révolutionnaire.

Retenons aussi cette autre résurgence hautement symbolique, l'abolition de l'esclavage. Si le problème de la chambre unique a suscité de vives discussions, le principe du suffrage universel, adopté pour l'élection de l'Assemblée constituante, n'a pas été remis en question dans l'immédiat. Pour Annie Bléton-Ruget, les effets de sa mise en place sont indissociables de l'organisation de nouvelles modalités de représentation : l'échec d'une solution républicaine en 1830 et les circonstances historiques de l'officialisation du suffrage universel en 1848, en ont fait à la fois un processus de légitimation du nouveau régime et pour les républicains un « opérateur » global, à la fois principe de souveraineté et modalité d'inclusion sociale, d'où l'ambiguïté non élucidée par la discussion des termes de démocratie et de république. Suffrage direct au canton, scrutin de liste par département, bien que le système soit purement représentatif, il témoigne d'une volonté d'intégration de tous les citoyens et de l'influence des idées socialistes, même si, comme le montre bien Armelle Le Bras-Chopard, il s'agit plus d'une « nébuleuse socialiste » que d'un mouvement unifié. Les socialistes s'intéressent moins aux formes de l'État qu'aux moyens d'intégration sociale, mais l'innovation demeure d'avoir introduit le droit au travail, entendu au sens large, dans le débat constitutionnel. C'est un terrain sur lequel la majorité modérée refuse de s'aventurer, et ce nouveau droit, reconnu le 25 février par le gouvernement provisoire, sera enterré pour longtemps. On voit bien dans ce débat, étudié par Françoise Mélonio, comment la référence aux constitutions révolutionnaires et à l'orthodoxie abstraite de l'égalité des droits de 1789 peut masquer chez les libéraux conservateurs une gêne, voire un certain cynisme. Turgot est invoqué à propos par Tocqueville ou Thiers, pour évacuer le malaise relatif à la question ouvrière en se plaçant dans la filiation des Lumières et de la liberté du travail. Mais l'association garde des partisans et le droit au travail est aussi perçu comme le corollaire du suffrage universel et, par un retour à l'idée de contrat social et aux idéaux du XVIII^e siècle, comme un problème plus moral et métaphysique que social ou politique. Reste que pour les femmes, enfermées dans le réseau d'incapacités juridiques du Code civil, la situation est pire qu'au XVIII^e siècle : Françoise Fortunet montre que pour elles, la reconquête des droits civils est devenue un préalable à leur accession aux droits politiques.

Dans l'étude des travaux de la Commission de Constitution, Jean-Jacques Clère remarque la référence quasi constante aux concepts du droit constitutionnel élaborés sous la Révolution française, et d'autre part la volonté affirmée de se démarquer aussi bien de la tradition française que de l'exemple américain pour faire une œuvre originale. Pour parentes qu'elles soient, les traditions constitutionnelles française et américaine, analysées par Gérard Fritz, présentent des conceptions différentes de la délégation du pouvoir et de la souveraineté : la notion de contrat social, individualiste et juridique en France où l'assemblée des représentants est censée exprimer la volonté générale, est plus prégnante en Amérique, ce dont témoigne le 9^e amendement qui veut que l'énumération des droits ne soit pas interprétée « comme annulant ou restreignant d'autres droits conservés par le peuple ». Autre divergence, celle de la notion de constitution et de pouvoir constituant en Amérique qui, quoique connue en France, n'est pas appliquée. La grande innovation de la Constitution de 1848 par rapport à la tradition française est une conception nouvelle du pouvoir exécutif, confié non plus à un organe collégial, mais à un président de la République. Malgré la conscience des dangers que peut faire courir à la république un chef unique élu au suffrage universel, on n'en organise pas moins un exécutif fort et indépendant du législatif. Les Constituants ont aussi conscience de la spécificité de la révolution de 1848, plus sociale que politique. S'ils doivent renoncer à une déclaration des droits faute de consensus, le préambule marque bien leur volonté que le régime se distingue non seulement de la monarchie, mais encore ne soit pas une république « quelconque ». Art politique que celui du préambule, comme le démontre avec beaucoup de rigueur Patrice Rolland, celui-ci est, comme la déclaration des droits, « le lieu où s'énoncent les principes fondamentaux du régime, ses buts et la garantie des droits », et s'inscrit par là dans la tradition révolutionnaire.

Reconnue l'antériorité et la supériorité des droits naturels, la garantie ultime de la république comme celle des droits, placés dans la constitution proprement dite, n'est plus entre les mains des législateurs éternels, Dieu ou la Nature immuable, mais dans celle des hommes. Une fois relevées les continuités inévitables, le texte constitutionnel qui fonde l'éphémère deuxième République, a un caractère qui lui est propre : si la République reste fortement marquée par le libéralisme, le régime reste ouvert à une vision progressiste de la société et de la civilisation. Elle reflète la vision originale d'une génération, celle qui a fait en février, comme le dit Lamartine, « d'assez grandes choses pour avoir le droit d'écrire dans le préambule de sa constitution quelques formules nouvelles, quelques principes nouveaux, capables de subir le regard du temps et de la postérité ».

Raymonde MONNIER

Bernard BODINIER, Éric TEYSSIER, avec la participation de François ANTOINE, préface de Jean-Marc MORICEAU, **L'événement le plus important de la Révolution, la vente des biens nationaux**, Paris, Société des études robespierristes et Comité des travaux historiques et scientifiques, 2000, 501 p., 210 F (32 euros).

Depuis longtemps annoncé, cet ouvrage de synthèse apporte une importante contribution à un débat historiographique ancien et toujours actuel. Il aurait certes été préférable d'inverser l'ordre du titre et du sous-titre, en restituant ses guillemets au second puisqu'il s'agit d'une citation, mais on conviendra qu'il s'agit bien, sinon de « l'événement le plus important de la Révolution », à tout le moins d'un de ses aspects majeurs. Les deux principaux auteurs sont des spécialistes de la question en deux régions fort éloignées de l'espace national : l'Eure et le Nord-Ouest pour Bernard Bodinier, et pour Éric Teyssier l'Ardèche et le sud-est de la France. François Antoine, auteur d'une thèse récente et remarquée sur la vente des biens nationaux dans le département de la Dyle, y ajoute une notable contribution belge. Mais l'intérêt de l'ouvrage tient d'abord et avant tout à la longue familiarité de nos collègues avec le sujet et à leur connaissance presque exhaustive des innombrables travaux auxquels il a donné lieu depuis deux siècles. Leur ouvrage se présente donc à la fois comme un précieux instrument de travail pour les chercheurs, une somme érudite et un essai historique.

Le premier aspect correspond essentiellement à la partie initiale intitulée « Étudier les biens nationaux » (pp. 21-120), où sont abordées les sources d'archives, la législation complexe et évolutive de 1789 à 1825, la bibliographie et l'abondante historiographie d'un « thème qui a passionné les historiens depuis deux siècles ». Sont ainsi recensés quelque 850 titres d'ouvrages et d'articles cités en annexe dans plus de 30 pages de références bibliographiques, classées par départements et par pays, une somme qui constitue déjà un apport irremplaçable pour les historiens. Mais c'est évidemment le copieux bilan d'une longue historiographie qui représente l'aspect le plus novateur du livre. On suit en effet la gestation d'une question longtemps abordée de manière passionnelle et subjective, introduite dans un champ historique plus « scientifique » à partir des travaux quantitatifs de Loutchisky et de Marcel Marion, au début du XX^e siècle, relayés par Jaurès et les publications de sa « commission », qui ont débouché sur des approches affinées et géographiquement diversifiées. Saut qualitatif, la thèse de Georges Lefebvre sur les *Paysans du Nord* (1924) fit des biens nationaux un des thèmes favoris de l'école universitaire française « classique », jusqu'à Albert Soboul et Michel Vovelle. Les recherches conduites dans le cadre d'un district ou d'un département, ou plus largement au titre de la vie rurale d'un pays ou d'une région, débouchèrent sur de nombreux travaux, aussi bien d'érudition locale qu'universitaires, de Marc Bouloiseau à Paul Bois, en passant par Roland Marx, René Caisso ou Jean-Jacques Clère. Les plus récentes thèses (Bernard Bodinier pour l'Eure, 1988; Jean-Claude Martin dans le Domfrontais, 1989; Éric Teyssier en Ardèche, 1996), bénéficiant du recours systématique à l'informatique, ont aussi élargi la perspective chrono-

logique jusqu'au Milliard des Émigrés de la Restauration et intégré de nouveaux objets et approches, s'intéressant notamment aux reventes et à la confrontation avec le marché foncier « ordinaire », s'élargissant à des domaines plus méconnus tels les biens mobiliers et immobiliers.

À partir des travaux « scientifiques » les plus récents, menés en particulier à l'Université de Rouen, s'esquisse, sinon une grille de recherche et de lecture unique, une modélisation exemplaire, employant des méthodes graphiques et cartographiques éprouvées susceptibles de faciliter la comparaison d'une région à l'autre (cf. chapitre 5, pp. 103-120). Un regret toutefois, qui vaut d'ailleurs pour l'ensemble du livre : l'absence d'index, géographique, nominatif et analytique, qui aurait facilité grandement l'usage d'un aussi bel outil de travail, tant pour les chercheurs que le grand public.

La deuxième partie de l'ouvrage dresse « le bilan d'un siècle d'études » (pp. 121-329). Cette synthèse érudite illustrée de nombreux tableaux, graphiques et cartes, s'appuie sur les résultats disponibles dans 226 des 562 districts métropolitains, pour les biens dits de « première origine » (principalement du Clergé et de la Couronne) et dans 150 districts pour les biens des émigrés et condamnés, dits de « seconde origine », soit respectivement 40 et 25 % de l'espace français. L'importance du sondage en garantit la fiabilité à l'échelle nationale, même si le phénomène s'est caractérisé par l'extrême variété des situations géographiques. Il est désormais possible de faire le point sur le calendrier et le nombre des ventes, l'importance des confiscations, tant en superficie qu'en valeur monétaire, avec le détail des différentes catégories de biens fonciers et immobiliers aliénés dans le cadre de la législation révolutionnaire. L'indispensable et classique « analyse sociale des acquéreurs » (chapitre 3, pp. 189-278) permet de répondre de manière plus argumentée sinon définitive, aux débats des historiens du début du siècle sur les bénéficiaires de cette vaste braderie des propriétés : « bourgeois » et citadins paraissent l'avoir emporté quantitativement, surtout dans la phase d'acquisition des biens de l'Église, soit le plus gros morceau. Mais les auteurs concluent prudemment : « La vente des biens nationaux a permis l'ascension sociale de gens appartenant à toutes les catégories sociales » (au détriment d'anciennes catégories de rentiers de la terre, principalement nobles et gros bénéficiaires ecclésiastiques). Le propos est encore plus nuancé si l'on tient compte des reventes de biens fonciers, qui auraient profité davantage à la paysannerie, pour autant que ce domaine encore en friches soit connu (chapitre 2 de la 3^e partie, pp. 365-379, « Reventes et marché ordinaire de la terre : un complément indispensable à l'étude des biens nationaux », pp. 365-379). Pour mieux apprécier les conséquences économiques et sociales d'un changement de propriété qui a concerné quelque 10 % du territoire français, il importait de distinguer entre propriété et exploitation paysanne, mais les auteurs avouent que l'« on connaît assez bien la propriété mais très mal l'exploitation » (p. 443). Or c'est bien cette dernière qui assurait la production et le revenu des paysans. De ce point de vue, quelle différence pour un locataire entre la propriété de main morte ou nobiliaire d'Ancien Régime et celle d'un bourgeois de la ville ? Dans le district de Compiègne en avril 1793, le marquis de Gouy d'Arsy, acquéreur des vastes terres du prieuré de Grandfresnoy, se heurta à un soulèvement des paysans du village qui s'en partageaient jusqu'alors la location et dut renoncer à les louer à un seul fermier. Les auteurs font aussi le bilan des victimes de l'opération : « Une Église dépossédée, une noblesse appauvrie mais pas ruinée », d'autant que cette dernière devait bénéficier du fameux « Milliard des émigrés » après 1825 (en réalité quelque 630 millions, versés sous forme de rente à 3 %). Pour le ci-devant ordre du Clergé privé de ses propriétés foncières et immobilières, le bilan doit tenir compte des compensations versées sous forme de salaires ou de pensions au personnel ecclésiastique et de la libération des lourdes charges d'enseignement et d'assistance, désormais confiées à l'État ou aux collectivités locales. Néanmoins la chute fut lourde pour les gros bénéficiaires et l'Église y perdit son indépendance économique comme une grande part de son prestige social.

Le chapitre 4, consacré à « la vente des biens nationaux dans les territoires annexés », Belgique, Allemagne et Italie, reflète l'inégalité des recherches menées en ces espaces où l'opération fut imposée après la conquête militaire française. Le cas belge (François Antoine), objet de travaux nombreux et longtemps polémiques, permet d'appréhender les continuités et les ruptures par rapport au précédent de Marie-Thérèse et Joseph II, qui avaient conduit dès avant 1789 la sécularisation des biens des contemplatifs au profit du clergé séculier jugé « utile », et des paysans, avec des velléités de « réforme agraire » anticipant sur des projets sociaux de la Convention, bien oubliés par l'occupant français de 1795. C'est là le seul moment où l'ouvrage dépasse le cadre strictement franco-français et tente une comparaison internationale. Or, ne serait-il pas intéressant de confronter l'expérience de la Révolution française avec d'autres grands exemples de sécularisation comme ceux des Réformes luthérienne ou anglicane en Allemagne et en Angleterre au XVI^e siècle ?

L'indispensable et excellent chapitre 5, abordant « la question financière... inséparable de la vente des biens nationaux », rappelle opportunément que la motivation première de toute l'affaire était bien d'en finir avec l'énorme dette de l'État monarchique. L'assignat gagé sur la masse des biens mis à la disposition de la Nation a d'ailleurs largement rempli sa fonction. Par-delà les vains débats sur les « pertes » qu'aurait essuyé l'État au profit de parvenus et de spéculateurs - les auteurs montrent bien la course de vitesse permanente entre des délais de paiement de plus en plus raccourcis et une inflation galopante -, la monnaie révolutionnaire réussit, mieux encore que celle de Law, à apurer le lourd passif de la monarchie et à financer les guerres révolutionnaires pratiquement sans fiscalité, la « pause fiscale » se prolongeant jusqu'au Directoire, régime renfloué par le pillage systématique des territoires occupés, qui en fit d'ailleurs l'otage de l'armée et des généraux jusqu'au coup d'État de brumaire... Cet aspect essentiel montre combien il était difficile en 1800 ou 1815 de revenir sur une opération quasi irréversible, rendant pratiquement impossible, par-delà les considérations politiques ou sociales, un réel retour à l'Ancien Régime.

Dans une troisième et dernière partie, divisée en cinq chapitres, l'ouvrage aborde « les perspectives nouvelles » - qui ne le sont pas toutes -, ouvertes par l'étude des biens nationaux. Grâce aux progrès du comptage, on est maintenant en mesure de proposer une estimation à peu près véridique des biens fonciers du Clergé catholique à la veille de la Révolution, soit environ 6 % de la superficie totale du royaume ou 10 % de la surface agricole utile au sens large, « une propriété moins vaste qu'attendu » - mais, avec des moyens bien plus rudimentaires, l'érudit Georges Lecarpentier était déjà parvenu à une estimation globale proche au début du xx^e siècle. On connaît plus précisément le rapport entre propriété du clergé régulier et celle des séculiers, la répartition entre terres labourables, bois et friches, le patrimoine immobilier aliéné, ainsi que l'extraordinaire diversité géographique entre districts et communes. L'estimation reste à faire pour les biens de la noblesse émigrée ou condamnée, à partir de la piste du Milliard de 1825.

Il était aussi essentiel d'apprécier les enjeux politiques de la vente des biens nationaux (chapitre 3, pp. 381-403) et leur évolution tout au long de la décennie révolutionnaire comme au-delà. L'affaire commence en réalité bien avant les cahiers de doléances de 1789 - et il est étonnant que l'ouvrage ne fasse pas référence aux travaux de la « Commission des Réguliers » (1766-1780), puis « des Unions » (1780-1784), devenue « Bureau des Réguliers » (1784-1789), qui anticipèrent pour une part sur les décisions prises dans l'urgence par la Constituante à l'automne 1789. Le procès des communautés contemplatives n'était pas nouveau au moment de la réunion des États généraux, et l'ancienneté du débat sur les biens de main morte explique sans doute la facilité avec laquelle le public admit, à la grande déception de la hiérarchie, leur « mise à la disposition de la Nation », conduisant au changement de statut de l'Église. La suppression de l'ordre du Clergé assura du reste le triomphe définitif d'un gallicanisme étatique, en marche depuis le Concordat de Bologne, renforcé par la Constitution civile du Clergé

de juillet 1790 puis par le Concordat bonapartiste de 1801. L'aspect financier, présent au long de la période, s'est trouvé mêlé avec des arrière-pensées sociopolitiques, dans la mesure où l'opération permettait d'attacher à la Révolution des individus et des groupes ou de réaliser des objectifs sociaux plus ou moins clairs. C'est le sens couramment donné à la « politique paysanne » des Montagnards à partir de juin 1793, avec la vente en petits lots des biens de seconde origine et l'attribution de bons de 500 F aux indigents. Les spécialistes de la Révolution et du monde rural, tel Guy-Robert Ikni pour la Picardie, ont montré la réalité et les limites de cette « ébauche de réforme agraire » remise en cause après Thermidor. On peut en discuter la part d'opportunisme - un Saint-Just, héritier des Gracques et auteur des décrets de ventôse an II, crut sincèrement « détruire la mendicité par la distribution des biens nationaux » en attribuant les propriétés des adversaires de la Révolution aux « bons patriotes » et valeureux soldats de la République. Les études de terrain attestent que plusieurs administrations révolutionnaires locales tentèrent d'appliquer, parfois même d'élargir cette législation d'exception en l'an II. Plus largement, même si les acquéreurs de biens nationaux ont pu être la cible privilégiée des « Chouans » de l'Ouest ou du Midi, les animosités politiques se mêlant avec les rancœurs sociales d'une paysannerie frustrée de ses espoirs de terre par les citoyens, l'équation entre partisans de la Révolution et acheteurs de ce type de propriété n'avait rien d'évident. À l'inverse leur nombre (de 500 000 à un million, en tenant compte des partages et reventes) et la multiplicité des intérêts en jeu empêchèrent tout retour en arrière, et firent de cette vaste opération financière et foncière un « acquit » majeur de la Révolution, au moins aussi solide que les Droits de l'homme de 1789.

L'intérêt porté au « sort du mobilier précieux et des *monuments historiques* » constitue enfin une nouveauté dans l'étude des biens nationaux. Les auteurs soulignent le danger d'une vision anachronique du problème, la Révolution s'inscrivant dans une démarche contradictoire de destruction et de préservation du « patrimoine national », notion qu'elle a même largement contribué à forger. Il faut néanmoins convenir que, même si toutes les pertes ne sont pas dues au « vandalisme révolutionnaire », le bilan artistique fut effectivement « catastrophique » (p. 420). Un ultime et heureux chapitre brosse quelques portraits « balzacien » de grands et petits acquéreurs de biens nationaux, avec des exemples pris surtout dans l'Eure et l'Ardèche, ouvrant la voie à de nouvelles recherches sur les effets individuels et sociaux d'un phénomène, qui fut loin de concerner les seuls notables du XIX^e siècle.

Sans mettre un point final aux recherches ni épuiser les débats - Bernard Bodinier et Éric Teyssier suggèrent eux-mêmes les lacunes géographiques des études tout en soulignant l'intérêt constant et renouvelé pour l'histoire locale ou familiale -, l'ouvrage représente une magistrale et féconde mise au point, qui d'ores et déjà fait date dans l'historiographie révolutionnaire.

Jacques BERNET

Guy LEMARCHAND, *Féodalisme, société et Révolution française. Études d'histoire moderne XVII^e-XVIII^e siècle, Cahier des Annales de Normandie*, 30, 2000, Comité d'histoire de la Révolution (Haute-Normandie), 380 pages, Préface de Michel Vovelle.

Il est deux façons de présenter le recueil d'*Études d'histoire moderne* de Guy Lemarchand, préparé par Pascal Dupuy et Yannick Marec et préfacé par Michel Vovelle. La première consiste à décrire le plan choisi pour les seize contributions, les limites d'un itinéraire intellectuel, de 1963 à propos des troubles de subsistances dans la généralité de Rouen à 1996 à propos de la traduction française de l'ouvrage d'Anatoli Ado et de la *Révolution paysanne*. Le caractère linéaire de la bibliographie - une centaine de contributions entre 1963 et 2001 -, les titres des thèmes sélectionnés (structures sociales, contestation populaire et transition du féodalisme au capitalisme), l'orga-

nisation de l'ensemble peuvent donner l'impression d'un volume d'hommage classique, accompagnant la retraite d'un enseignant émérite. Les apparences sont de ce point de vue trompeuses. Il ne s'agit pas d'une errance vagabonde et distinguée dans les territoires de l'historien Guy Lemarchand, mais d'un recueil qui dépasse les promesses de la présentation, qui éclaire un parcours exemplaire de pédagogue et d'historien, qui devrait rendre des services inestimables aux enseignants et aux étudiants.

Les auteurs pèchent tous par excès de modestie et d'austérité, dans de nombreux domaines. D'une part les articles ne sont pas juxtaposés, mais classés selon une progression logique ou chronologique suggestive. Les révoltes populaires (« seconde » partie) se succèdent du XVI^e siècle à l'Empire, mêlant soigneusement les études de cas normands, les campagnes et les villes, à des synthèses nationales, en échos maîtrisés et construits. Le titre « structures sociales » (première partie) masque une réflexion ample sur le rôle des élites et des privilégiés, dans l'économie, la culture, l'idéologie et les origines de la Révolution. La transition (troisième partie) peut se décliner comme une interrogation féconde sur les concepts de Nation, sur les causes, les processus de politisation et l'interprétation de la Révolution française.

D'autre part, une présentation systématique par Guy Lemarchand des thèmes évoqués montre une implication totale de l'auteur dans la réécriture de l'ensemble. Les bibliographies de tous les articles sont actualisées, de nouvelles présentées dans les textes introductifs. L'historien peut ainsi faire le lien et le point entre les débats des années 1960 (l'influence de ses maîtres Pierre Vilar et Albert Soboul), les apports du bicentenaire (les études régionales, la Contre et l'anti-Révolution, les « voies paysannes ») et les « modes » des années 1990 (le concept de Nation, la question d'agrégation sur les paysans et la terre). On retrouve une capacité à la réévaluation des travaux antérieurs, sans autocritique mal fondée, ni polémique stérile. Si Lemarchand constate que des formulations ont vieilli (« appareil idéologique », « féodalisme ») c'est pour mieux rebondir intellectuellement sur de nouveaux objets, en recherchant constamment l'approfondissement de ses démarches et de sa réflexion.

Ainsi sont mises en valeur certaines des qualités de base de l'historien, au-delà de sa thèse magistrale soutenue en 1984 ! Il se rattache d'emblée à la recherche d'une histoire « totale », par la prise en compte de facteurs multiples, dans le court terme comme dans la longue durée. Ni la démographie, ni le facteur religieux, ni la vie quotidienne, ni l'idéologie ne sont absents de ses préoccupations, sans hiérarchisation excessive. Comment saisir le concept de Nation en se rattachant à des aspects partiels, d'identité territoriale ou de conscience, en oubliant ce qui peut déranger ? Comment comprendre la Révolution en tentant, à partir d'une hypothèse de base, d'ajuster les faits de façon sélective (l'absence de révolution sociale ou la Révolution des élites) ? Guy Lemarchand possède la faculté rare de pouvoir passer d'une étude fouillée (quantitative et sérieuse) de cas (Rouen, la Haute-Normandie, qu'il a tant défrichée) à la synthèse théorique ou à la comparaison avec les modèles suggestifs (la Grande-Bretagne pour la voie capitaliste, les régions françaises pour les mouvements populaires). L'érudition est mise au service de développements amples et pédagogiques.

La polémique est corrigée par la volonté de démontrer et de progresser, d'intégrer les courants nouveaux sans se renier, de rester fidèle aux engagements et aux amitiés sans aucun sectarisme.

Les apports et les leçons de ce riche volume ne peuvent être abordés ici, mais seulement approchés. La lecture de Guy Lemarchand peut s'avérer indispensable, au regard de modes historiographiques actuellement dominantes. Nous n'en prendrons que quelques exemples, en nous excusant du schématisme des propos. La noblesse domine l'Armée, l'Église, la justice, la propriété, en partie la culture, et tend à renforcer l'exclusivisme et les rentes seigneuriales dans la seconde moitié du siècle des Lumières. Mais la « réaction seigneuriale » n'est pas propre à cette époque. Elle se traduit à tout moment où la paysannerie se retrouve en situation de faiblesse (1598-1635, 1660-1690).

Le rôle révolutionnaire des élites ne doit pas être surestimé, comme c'est souvent le cas : « La Révolution [qui] réalisera la fusion entre noblesse et bourgeoisie, avec en particulier le concept de "notabilité" de la Constitution de l'an III et les listes de notables du Consulat et de l'Empire » (p. 123). À cet égard, la Révolution s'achève véritablement en 1830 par le succès de la bourgeoisie et des notables (p. 252). En ce qui concerne la bourgeoisie révolutionnaire, l'étude du Havre permet des perspectives essentielles. Elle montre les divergences politiques entre la municipalité, tenue par des négociants, le Club jacobin réputé violent, voire « hébertiste », et un groupe de pression sans-culotte dont les revendications égalitaires ne reçoivent qu'une satisfaction bien partielle avant la reprise en main jacobine de l'automne 1793. Si cette étude de cas reflète de façon exemplaire la nature et l'évolution du jacobinisme urbain sur le plan national, elle est complétée par une réflexion de fond sur les positions jacobines à l'égard des revendications des couches paysannes pauvres (p. 344). Sur le chantier important des mouvements paysans, l'historien dépasse largement le cadre du compte rendu de l'étude magistrale d'Anatoli Ado, en 1996. La mise en valeur des qualités s'accompagne d'analyses distanciées sur la politisation des campagnes, la nécessité de prendre en cause la dimension religieuse sous toutes ses formes pour comprendre les attitudes des paysanneries, l'intérêt et les réserves complémentaires des concepts récents « d'économie morale » et « d'économie sociale » appliqués aux mouvements paysans dans la première moitié de la décennie révolutionnaire. Si l'on peut parfois contester tel jugement de Guy Lemarchand, voire sa propension à aborder la grande diversité et la totalité des aspects d'un chantier, sa démarche demeure ambitieuse et suggestive : « une démarche plus synthétique... ne visant pas un secteur particulier du mouvement historique mais au contraire la globalité de la formation sociale, tenant compte à la fois du mouvement court et du temps long, et des diverses instances qui composent cette formation sociale ». S'il n'hésite pas à formuler des jugements, parfois passionnés, il fournit l'ensemble des éléments du débat instruit. C'est ainsi qu'il éclaire les mutations de la question des subsistances, de la radicalisation des « années de misères » (1690-1715) aux troubles de 1789, révélateurs de griefs nouveaux dans la protestation populaire à l'égard des responsables de violences aggravées des foules, et de processus récents de politisation. Le mélange de pédagogie (dans l'organisation et la progression de la démonstration) et d'érudition est particulièrement net dans la comparaison des transitions respectives vers le capitalisme de la France et de la Grande-Bretagne, une vision ample qui épouse les différents secteurs de la recherche, dans un souci constant d'actualisation des travaux et des problématiques.

« Plus on étudie l'objet social plus il apparaît complexe », souligne Guy Lemarchand en rendant hommage à Pierre Vilar, son maître. À son tour ses recherches rendront des services éminents aux générations nouvelles d'historiens, par l'héritage assumé des débats des années 1960-1970 et la prise en compte des domaines les plus récents de la recherche historique. En faisant l'éloge des qualités d'Anatoli Ado « sa chaleureuse sympathie et son intelligence historique », Guy Lemarchand définit (sans le vouloir) les caractères dominants de son aventure intellectuelle. Ce sont bien ces qualités de base, celles du pédagogue et du chercheur qui s'imposent au fil des pages d'un ouvrage qui mériterait un public large, tant la composition progressive et le renouvellement de la pensée dépassent la modestie apparente du titre et de la présentation de l'ensemble.

Serge BIANCHI

Claude COQUARD et Claudine DURAND-COQUARD, *Société rurale et justice de paix, deux cantons de l'Allier en Révolution*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2001, 492 p., 190 F.

Il faut se féliciter de pouvoir enfin disposer de la version abrégée de la thèse de doctorat soutenue conjointement, en 1998, par Claude et Claudine Coquard devant l'université de Bourgogne et qui comportait alors quatre forts volumes tapuscrits. Les

auteurs se sont expliqués sur le choix de leur terrain de recherches et l'originalité de leur entreprise.

On sait en effet que les principales difficultés rencontrées dans les études relatives aux justices de paix sont le non-classement, les lacunes sérieuses ou le mauvais état de conservation de leurs archives. Or précisément, parmi les minutes de la justice de paix conservées aux Archives départementales de l'Allier, seules celles des cantons de Bellenaves et d'Ébreuil, dans le district de Gannat, au sud du département, présentaient un corpus homogène et sans interruption de 1791 à l'an VI (1798), avec un fléchissement du nombre des actes en l'an II (1793-1794) mais une remontée sensible à partir de 1796.

D'autre part, les travaux consacrés à la justice de paix ont généralement pour objet l'analyse de la réalité de l'institution et l'étude sociale de son personnel. C'est le cas, par exemple, de la thèse classique de G. Métairie sur *Le monde des juges de paix de Paris, 1790-1838* (1994). Les auteurs ont voulu dépasser cette perspective et retrouver, à travers le contenu des actes eux-mêmes, la vie des justiciables et la réalité sociale d'une société rurale en révolution, aux confins du Bourbonnais et de l'Auvergne, dans un pays de cultures céréalières et de petite montagne, avec un vaste domaine forestier qui couvrait alors plus de la moitié de la superficie des deux cantons.

Dans une première partie sont étudiés la naissance, le personnel et le fonctionnement de la nouvelle institution dont la création était fortement souhaitée par les communautés villageoises : une justice de proximité, rapide et peu coûteuse.

Dans les nouveaux cantons de Bellenaves et d'Ébreuil, les assemblées primaires procèdent à la fin de 1790 à l'élection des juges de paix prévue par la loi des 16-24 août de la même année. Dans les deux cantons, le personnel de la nouvelle justice de paix se caractérise par sa situation sociale éminente et par sa relation ancienne avec les structures judiciaires précédentes. À Bellenaves, Etienne Esmelin du Bouhys, grand propriétaire terrien (300 ha) est l'ancien procureur fiscal du seigneur de Bellenaves. À Ébreuil, Antoine Juge est avocat en parlement, notaire royal et joue un rôle analogue au sein du bailliage d'Ébreuil. Leurs assesseurs sont des notables, des propriétaires fonciers, des commerçants, tous gens rompus aux textes juridiques et exercés à la pratique des débats. La stabilité du personnel au cours de la Révolution est remarquable. À Bellenaves, Etienne Esmelin sera juge de paix de la création de l'institution au Consulat. À Ébreuil, trois juges de paix se succèdent de 1791 à 1798. Le premier, Antoine Juge, donne sa démission en février 1794, en raison de l'incompatibilité de cette fonction avec sa profession de notaire, mais il est remplacé par son gendre Gilbert-Mathieu Rozier jusqu'en 1796 date à laquelle lui succédera Henry Jouandon qui compte parmi les assesseurs Antoine Juge.

Dans l'ensemble les aléas de la politique nationale ont eu peu d'influence sur le maintien en fonction du personnel judiciaire dont les membres ont toujours appartenu aux élites locales. Dans sa composition comme dans ses pratiques ce personnel s'est bien installé dans le processus révolutionnaire dont il a suivi avec un grand pragmatisme les nombreux méandres.

C. et C. Coquard ont scrupuleusement dépouillé un corpus de 2 599 minutes relatives à 2 330 affaires différentes. La justice civile est de loin la forme de justice la plus fréquemment utilisée (près de 80 % des actes recensés). Elle concerne la défense des droits réels (contestations de propriété, partages de succession) et personnels (récupération d'impayés, différends entre bailleurs et locataires, employeurs et employés). Le bureau de paix et de conciliation traite les mêmes conflits que la justice civile lorsque ceux-ci dépassent 100 livres. Les différends opposent généralement des propriétaires aisés. Les réussites ne sont pas fréquentes, notamment pour les dus concernant les biens mobiliers et les successions. Quant à la justice gracieuse qui consiste à homologuer des décisions familiales ou administratives (actes d'état civil, inventaires, nominations de tuteurs et de curateurs), c'est une charge moins lourde que les premières, mais, à leur différence, elle n'accuse pas de baisse importante en l'an II. La police correctionnelle,

enfin, dont les juges de paix ne furent chargés qu'en juillet 1791 (dégâts occasionnés par le bétail divaguant, vols de bois) n'occupe que 4 % de leurs activités. Elle oppose généralement des propriétaires aisés à de petites gens.

Deux traits caractérisent la nouvelle justice de paix. Le chef-lieu de canton reste le lieu presque exclusif des audiences, contrairement aux souhaits du législateur qui désirait faire de la justice de paix une justice ambulatoire afin de rapprocher davantage le tribunal de paix des justiciables. Le juge de paix de Bellenaves ne tient ses audiences que dans les limites du chef-lieu de canton et à Ébreuil, il ne se déplace qu'en deux occasions au cours des huit années étudiées. En revanche, peu de jours s'écoulent entre le premier acte de la procédure et la sentence. Sous l'Ancien Régime, les délais étaient plus longs. À Bellenaves un tiers des affaires traitées devant la justice seigneuriale ne se concluaient pas en une seule audience (ce qui ne se retrouve pas à l'époque révolutionnaire) et 40 % étaient renvoyées sans suite. Devant la nouvelle justice de paix les délais pour la justice civile vont de un jour à moins de deux mois et pour la police correctionnelle, entre le délit et la comparution, ils n'excèdent trois semaines qu'exceptionnellement.

Dans une seconde partie, à partir des informations multiples qu'apportent les actes des deux justices de paix, les auteurs se sont attachés à présenter les catégories sociales et la vie d'une région rurale pendant la Révolution. Ce sont les « gens de la terre » (propriétaires, cultivateurs, laboureurs, fermiers, métayers) qui sont les plus nombreux et les plus assidus à fréquenter la justice de paix. Les ci-devant seigneurs qui n'ont pas émigré, les « coqs de village », notables dans les bourgs et à la campagne, ne sont pas les derniers à défendre avec vigueur leurs intérêts économiques. Mais ce sont les petits propriétaires qui pululent et défendent âprement en justice la propriété et la possession de leurs multiples lopins. Bon nombre d'entre eux donnent à exploiter une partie de ces parcelles dont le partage des fruits est l'objet de fréquents procès. Au bas de l'échelle, apparaissent les nombreux journaliers, généralement absents des débats, soit parce qu'ils ne peuvent pas perdre une journée de travail, soit parce qu'ils sont convaincus à l'avance de la vanité de leur présence. Mais, parfois, ils sont là « pour se faire payer des salaires qui leur sont dus par des employeurs qui ne sont guère plus fortunés qu'eux ». C. et C. Coquard constatent que leur salaire moyen n'a pas augmenté au cours de la Révolution (une livre par jour), alors que les prix des céréales ont été relevés à trois reprises entre 1791 et 1798. En 1791, il leur fallait vingt-cinq jours de travail pour se procurer un septier de froment (75 kg de farine), en 1793, il leur en fallait soixante pour obtenir la même quantité et à la fin de la période, il leur en faudra vingt-huit. Globalement, leur pouvoir d'achat s'est donc détérioré pendant la Révolution.

Les artisans constituent un second groupe : cercliers, tonneliers, maréchaux, et surtout les sabotiers. Besogneux (compte tenu du prix du bois de hêtre, ils ne gagnent guère plus de 12 sous par jour), endettés, ils dépendent de leurs fournisseurs en bois de sabotage et de leur marchands.

Dans cette galerie sociale, la catégorie des « commerçants » présente une image aussi variée que celle des artisans : surtout les commerçants-artisans. Bouchers, boulangers et surtout cabaretiers accordent le crédit et les prêts indispensables à la vie quotidienne des plus démunis qu'ils entendent bien recouvrer en septembre et en octobre quand moissons et vendanges sont rentrées et que les comptes en sont faits.

Au cours de ces procès et de ces actions en justice de paix, transparaît la réalité des produits agricoles. Les auteurs soulignent l'importance du seigle qui est la base de l'alimentation mais est aussi utilisé comme monnaie d'échange. Le troc est essentiel dans cette économie rurale pour limiter les effets des incertitudes monétaires de la période : sabots contre céréales, vin contre cochon, céréales contre pelles en bois...

La troisième partie de l'ouvrage fait revivre, à travers les minutes judiciaires, la vie des hommes et des femmes de Bellenaves et d'Ébreuil. Les auteurs ont réussi à identifier près de 2 000 personnes, soit 20 % de la population de ces deux cantons. Un exploit si l'on songe, par exemple, qu'à Bellenaves on compte 32 personnes se nommant Pinel

dont 11 se prénomment Guillaume. Les détails se rapportant à la vie quotidienne des gens (en général des humbles) ont été répertoriés, regroupés, classés. Nous avons ainsi une excellente synthèse des aspects de la vie de tous les jours dans les campagnes bourbonnaises dans la dernière décennie du XVIII^e siècle, de la naissance à la mort et qu'il s'agisse de se nourrir, de se vêtir et de se loger. C'est l'une des parties les plus attachantes de cette thèse et elle ne retiendra pas uniquement l'attention des ethnologues et des anthropologues. La comparaison s'impose ici (et les auteurs n'ont pas manqué de le faire) avec le remarquable travail de Françoise Waro-Desjardins sur la vie quotidienne dans le Vexin français au XVIII^e siècle. Cette étude des individus se termine par une étonnante galerie de portraits de personnages issus des milieux sociaux les plus différents. Ainsi s'éclaire la vie profonde d'une société rurale qui reste dominée par une oligarchie foncière dont les pouvoirs n'ont fait que se renforcer au cours de la décennie révolutionnaire.

Les auteurs néanmoins sont conscients des limites de leurs sources. Sur le plan politique et religieux en particulier, les archives de la justice de paix sont muettes, allusives ou décevantes. Les conflits politiques apparaissent peu. L'opposition entre les deux maires successifs de Bellenaves et qui se traduit par une altercation entre eux après le 9 thermidor reflète surtout des querelles de personnes. Seule l'affaire Molette en février 1792 (un recruteur de volontaires pour l'armée des Princes) semble significative. C. et C. Coquard déplorent l'absence de référence aux « acteurs des structures parallèles au pouvoir légalement élu ou désigné », membres des clubs, des sociétés populaires, des comités de surveillance, des cercles constitutionnels. J. Boutier et Ph. Boutry avaient signalé l'existence de deux sociétés politiques à Bellenaves et Ébreuil. Les auteurs se demandent s'il ne s'agit pas de simples structures formelles et concluent en disant que la question de « leur existence dans la réalité de la vie des campagnes peut se poser ».

Mais il faut reconnaître que les autres sources font défaut. Dans les quatorze localités des deux cantons, seuls ont pu être retrouvés quelques registres de délibérations à Ébreuil et à Valignat dans le canton de Bellenaves. Ils constituent naturellement une mine plus riche que les allusions répertoriées dans les minutes de la justice de paix. On y voit davantage les rivalités entre les partisans de l'ordre ancien et ceux du nouveau cours de l'histoire. Mais même si des archives fiscales et notariales n'ont pas été systématiquement exploitées, il faut savoir gré à C. et C. Coquard d'avoir si minutieusement dépouillé les archives de la justice de paix. C'est une source non négligeable et heureusement exploitée pour la connaissance des structures profondes de la société rurale de ces deux cantons de l'Allier.

Émile DUCOUDRAY

Anne ZINK, **Pays ou circonscriptions - Les collectivités territoriales de la France du Sud-Ouest sous l'Ancien Régime**, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000, 374 p.

Après l'examen de la typologie et de la géographie des variantes du « vivre ensemble » en famille (*L'héritier de la maison*, 1993), puis au village (*Clochers et troupeaux*, 1997), le dernier ouvrage d'A. Zink paraît clore la vaste et minutieuse enquête entreprise de longue date sur la formation et la différenciation des « pays » du Sud-Ouest tels qu'ils s'imposent au dernier siècle de l'Ancien Régime, tout particulièrement pour la génération qui précède la Révolution française. Au-delà de l'horizon du clocher, il s'agit de déterminer quels sont les instances et ressorts qui, par les fonctions qu'ils remplissent et les pratiques qu'ils induisent, contribuent le plus activement et le plus durablement à rassembler et unir les populations dans un cadre de vie commune et d'usages semblables, ainsi qu'à susciter un sentiment d'appartenance à une « petite patrie » distincte des aires voisines. Saisis dans la dialectique du « vivre ensemble » et/ou « vivre de la même façon », les « pays » relèvent-ils d'une unité de civilisation préalable ou ne seraient-ils pas plutôt façonnés par leurs organes de tutelle ?

Une première partie est consacrée au passage en revue méthodique des différents types et niveaux de circonscriptions, judiciaires, fiscales, administratives ou religieuses, qui forment autant de « pays officiels » localisés et individualisés, imbriqués ou emboîtés les uns dans les autres, afin de saisir l'échelle territoriale et le type d'institution les plus propices à nourrir des solidarités locales et une conscience collective. Sauf connaissance intime des terres gasconnes, il est d'emblée conseillé au lecteur d'ouvrir un atlas, à moins d'avoir sous la main les cartes de *L'héritier de la maison*, car les croquis insérés ne sont pas d'une grande aide. Dans la constitution des identités locales, prime est d'abord accordée aux unités de taille moyenne (les « pays moyens »), après avoir observé que les « grands pays », formés tardivement par les ressorts des trois parlements concernés ou par le découpage des intendances, ici particulièrement hésitant et instable jusqu'en 1789, regroupent en les juxtaposant, plus ou moins arbitrairement, des entités pré-existantes originales et hétérogènes, et ne sont guère porteurs d'homogénéisation des us et coutumes des populations englobées. Aussi la notion de *région*, d'emploi rare et vague, serait-elle pour la période d'Ancien Régime à peu près inconsistante, et les références au régionalisme totalement anachroniques. Parmi les « pays moyens », les duchés, comtés et vicomtés hérités de la féodalité, « fossilisés » dans de nouveaux cadres territoriaux, ne jouent plus guère qu'un rôle décoratif, conservatoire de l'immémorialité du peuplement et des toponymes, tandis qu'au-delà de la paroisse, le découpage des circonscriptions ecclésiastiques reste parfaitement indifférent et insensible aux laïcs. Par contre, dans la fragmentation du tissu local, la concurrence paraît d'abord sévère entre les deux instances dont l'activité intéresse le plus la masse des populations : les vénérables sénéchaussées, assises des coutumes, censées représenter « l'ordre primitif des choses » (p. 92), et les élections, instances des obligations et des pratiques fiscales de la collectivité. Toutefois, entre les deux types de ressorts, les distorsions majeures sont rares, et il devient de plus en plus malaisé de les distinguer avec l'accroissement de la pression fiscale au fil des temps modernes, si bien que l'opposition décisive, la « vraie coupure » (p. 51) qui structure et anime le « vivre ensemble » au sein des pays de la mosaïque gasconne résident entre pays *d'états*, qui négocient leurs tributs, et pays *d'élection*, imposés d'autorité, la turbulence fiscale éclipsant au final l'emprise du droit. Après une offensive de trente années pour multiplier les élections au sud de la Garonne, la carte des « pays » respectifs s'est stabilisée depuis 1634, avec le compromis en recul consenti définitivement par le pouvoir royal devant la résistance des pays pyrénéens, laissant ainsi apparaître dans l'aire étudiée une huitaine d'élections et autant de pays d'états aux dimensions fort variables. Pour autant, la liste des « pays » désignés par les contemporains n'est pas close, puisque s'y ajoutent des pays résiduels, aux contours indécis et fluctuants, partiellement ou totalement dépourvus d'armature institutionnelle, telle la Chalosse, qui ne recouvre aucune circonscription précise. Délicat et laborieusement négocié, le découpage en quatre départements opéré en 1789-1790 a respecté les pays officiels et leur regroupement dans leur cadre ancien, avec une priorité donnée aux pays d'états qui, en cas de discontinuité territoriale, ont été arrondis aux dépens des autres ressorts. Dans la bataille des chefs-lieux, la grande perdante est Dax, détrônée par Mont-de-Marsan, ancienne et toute petite capitale de pays d'états.

La cohésion avérée de ces pays invite à en chercher les fondements au-delà du cadre institutionnel qui les circonscrit, à travers la différenciation des pratiques quotidiennes au sein des « pays vécus », objet de la deuxième partie. Les critères linguistiques, métrologiques, alimentaires, de sociabilité... dessinent des « aires de civilisation » plutôt laches, sans limites précises, où les pays tendent à se confondre, peut-être, serait-on tenté de penser, en raison même de l'importance, révélée par l'enquête, des échanges et de la circulation des hommes entre ces mêmes pays. Mais l'incursion ethno-historique nous vaut de vigoureuses et savoureuses pages sur l'évolution spatialement et socialement contrastée des courses de bovins, du rite de boucherie à la course de taureaux-spectacle (pp. 184-189), ou sur le rôle et le caractère des femmes des pays basques et de l'ouest landais, remarquables par leur autonomie, leur « aplomb excep-

tionnel », leur virulence de propos et dans l'action (pp. 197-205). La faiblesse des clivages en matière de faits de civilisation incline alors l'auteur, en troisième et dernière partie, à revenir sur les « pays officiels », pour y recueillir, jusqu'en 1789-1790 les expressions conscientes du sentiment d'appartenance à des « pays voulus ».

Selon une heureuse expression, les populations du Sud-Ouest se caractérisent par leur « indifférence à la différence », leur caractère généralement pacifique et tolérant à l'égard des forains, des migrants, des allophones, Basques compris - le bilinguisme, avec ses combinatoires oral/écrit, est partout de rigueur -, des allogènes, en l'occurrence les juifs du Bas-Adour relégués par la municipalité de Bayonne à Bourg-Saint-Esprit, objet d'une longue enquête (pp. 233-253). Par élimination, les privilèges territoriaux, fiscaux au premier chef, forment le support objectif de l'attachement aux « pays », incarnés par leurs assemblées d'états, dont l'organisation et la composition sont minutieusement décrites dans leur diversité, et dont le rôle se trouve sérieusement réévalué. Instances de représentation et de participation, ornements de la « démocratie féodalo-absolutiste » (p. 332), les états, loin de constituer des bastions autonomistes, jouent un rôle médiateur, régulateur et intégrateur, entre les populations locales et le pouvoir royal ; lieux de rencontre et de circulation de l'information, de contacts organiques pour toute la population, foyers potentiels de mobilisation unitaire, canal de négociations directes avec le pouvoir royal dont ils forment en même temps un relais, les états ont effectivement assuré dans leurs ressorts, quoique la marge soit allée en s'amenuisant, une charge fiscale moins lourde que celle des pays d'élection, peuplés selon l'auteur de « sujets passifs », privés jusqu'en 1787 de moyens légaux d'expression collective. Loin d'être une source d'affrontements et de divisions, les privilèges locaux s'étaient les uns les autres, chacun maniant le comparatisme à son profit en réclamant le bénéfice de la clause du pays le plus favorisé. Ainsi s'épanouit sans exclusive un sentiment de double appartenance à la petite et à la grande patrie, sans moyen terme (régional) entre le « pays » et le royaume entier ou la nation, comme sans repli crispé sur le local. À sa manière, l'étude des « pays » confirme aussi le rôle dynamique déterminant de la fiscalité dans l'émergence d'une « proto-citoyenneté » de l'âge des Lumières, pour reprendre le terme proposé par John Markoff observant l'hypertrophie des doléances fiscales en 1789 (Gilbert SHAPIRO et John MARKOFF, *Revolutionary Demands - A Content Analysis of the Cahiers de doléances of 1789*, Stanford University Press, 1998, p. 408).

On connaît l'ardeur obstinée avec laquelle A. Zink s'impose rigoureusement de suivre et éprouver la logique des institutions et de rendre sensibles et intelligibles les normes sociales en vigueur. Concernant les assemblées d'états comme les communautés sur lesquelles elles s'articulent, l'auteur convient volontiers qu'il s'agit de « structures d'unanimité » qui masquent les tensions et les conflits internes, au risque, explicitement assumé ici, de mener une étude « allégée des luttes sociales » (p. 330), sans lesquelles toutefois on ne saurait comprendre l'abandon somme toute serein - sauf en Labourd - des privilèges locaux en 1789. Les états sont alors incapables de surmonter le double déficit de légitimité et de représentativité qui les mine : ils assurent avec de moins en moins de succès leur mission fiscale, et en Soule comme en Navarre ou en Béarn, - le plus grand des « pays » de la région -, la désaffection du tiers état et de ses alliés est profonde envers une institution qui leur accorde une trop faible place.

Au terme d'analyses denses qui récusent aussi bien la pérennité que la personnification des entités locales, le « pays » d'Ancien Régime se profile à la croisée du ressort administratif et de l'aire culturelle, mais le sentiment d'appartenance qu'il suscite se cristallise d'abord et surtout sur le bon usage de ses institutions et privilèges, laissant une place réduite à l'histoire, essentiellement convoquée et instrumentalisée au service des intérêts du présent. Avec la municipalisation généralisée des communautés d'habitants, l'homogénéisation du statut des collectivités locales, du droit familial, et des règles fiscales, on mesure l'ampleur de la recomposition des identités locales engagée par le processus révolutionnaire.

Claudine WOLIKOW

Émile DUCOUDRAY, Raymonde MONNIER, Daniel ROCHE, Alexandra LACLAU (dir.), *Atlas de la Révolution française*, volume 11, Paris, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2000, 131 p.

Ce volume, consacré à Paris, vient clore la collection des *Atlas de la Révolution française* dont la parution a commencé en 1987 sous la direction de Serge Bonin et Claude Langlois, collection qui restera, très certainement, une publication déterminante du bicentenaire, et qui constitue déjà un instrument de travail indispensable. Si le choix de Paris peut sembler évident au regard de l'histoire de la Révolution, il tranche pourtant avec la structure thématique adoptée jusqu'à présent par la collection. Avec ce volume, la perspective se trouve, en effet, décentrée puisque contrairement aux volumes précédents - les routes et communications, l'enseignement, l'armée et la guerre, etc. -, ce n'est plus un thème qui est défini comme objet d'étude mais c'est désormais un objet spatial - en l'occurrence la figure de Paris vu comme récepteur et émetteur - qui est au cœur de la réflexion cartographique. Certes, dans les autres volumes, Paris était déjà là, mais au même titre que la province, comme l'un des éléments constitutifs de l'ensemble territorial qui servait de cadre à l'analyse. Or, ici, comme le précise Daniel Roche dans son introduction, il s'agit de « rendre à Paris et à la vie politique urbaine sa spécificité ». Avec ce volume, les auteurs ont donc opéré un changement d'échelle radical qui évite les redites et impose ce volume au sein de cette collection. La grande lisibilité des cartes et des plans, la densité des textes qui viennent étayer l'argumentation graphique, enfin la pertinence de l'iconographie qui, ponctuellement, vient compléter l'ensemble, font de cet ouvrage un outil d'autant plus essentiel qu'il s'appuie sur des travaux récents qui, à l'image de ceux d'Isabelle Backouche ou de Natacha Coquery, reposent sur des questionnements spatiaux stimulants. L'objectif de faire de ce volume un bilan historiographique sur Paris semble donc atteint.

L'ouvrage est composé de sept chapitres qui s'attachent tour à tour à l'espace parisien, au cadre urbain, à l'occupation sociale de cet espace, à l'économie et au ravitaillement, à la vie politique, aux Parisiens en révolution, enfin aux pratiques culturelles. Tous ces thèmes mettent en lumière le Paris de la Révolution, sans se contenter des grandes journées révolutionnaires, mais en restituant l'inscription spatiale de la culture politique parisienne et ses évolutions des années 1750 aux années 1830, voire 1850. L'espace parisien est ainsi décliné en terme de lieux (lieux de pouvoir : ministères, administrations municipales et départementales, etc. ; lieux de commerce : marchés, manufactures, etc. ; lieux de savoir : librairies, théâtres, etc.) ; de territoires (superposition des maillages administratifs de l'espace parisien) et d'itinéraires (itinéraires de la marche du 5 octobre, trajets des cortèges pour la proclamation de la patrie en danger, itinéraires empruntés lors des fêtes nationales, etc.). On repère donc des homogénéités qui délimitent des territoires et mettent en lumière les strates de la topographie sociale, on identifie des polarisations spécifiques, notamment en terme de mobilisation politique ou de concentration financière. Mais *l'Atlas* donne aussi à voir le cadre de vie des Parisiens ; des plans permettent en effet de situer les aménagements urbains, qu'il s'agisse des ouvertures de rues, des conditions d'accès à l'eau, ou de la transformation du bâti. On retrouve ainsi une lecture spatialisée de Paris pendant la Révolution qui, ponctuellement, ne manque pas de resituer la cité dans l'espace national, cartographiant ici les modalités de l'approvisionnement de Paris, soulignant là comment Paris avait accueilli et rassemblé de nombreux provinciaux. L'une des forces de ce volume est de spatialiser des phénomènes en multipliant les jeux d'échelle. De la section au quartier, du quartier à la rue, de la répartition des ports et des marchés dans la ville à la distribution des activités le long du quai du port Saint-Paul, Paris ici prend corps et Paris n'est plus seulement le cadre dans lequel se sont déroulées les grandes journées révolutionnaires, mais Paris est questionné et disséqué de manière à mieux comprendre les rapports de force qui ont donné vie à ces événements; les lieux, les territoires et les itinéraires perdent ainsi tout anecdotisme pour être articulés à la culture politique parisienne.

La clarté de certains chapitres de cet *Atlas de la Révolution française* consacré à Paris fait parfois regretter que cette collection s'achève par ce volume, sans avoir consacré un ouvrage particulier aux pratiques culturelles. Certes, ce thème fut en partie traité par les tomes consacrés à l'enseignement et à la religion, mais à la lecture des pages consacrées à la librairie et à la presse, à la vie des théâtres, aux fêtes et aux cultes révolutionnaires ou encore aux sociabilités intellectuelles et aux centres de savoir, on mesure l'intérêt d'un atlas qui aurait offert une lecture spatialisée des travaux qui ont observé ces mêmes pratiques culturelles à d'autres échelles.

Isabelle LABOULAIS-LESAGE

Isabelle BACKOUCHE, **La trace du fleuve. La Seine et Paris (1750-1850)**, Paris, Éditions de l'EHESS, 2000, 431 p., 280 F.

La Seine a été, avant les grands travaux haussmanniens, un véritable champ d'expériences pour la recomposition du paysage et de l'urbanisme parisien depuis les dernières décennies du XVIII^e siècle. C'est cette histoire de la mutation décisive de la relation du fleuve à la ville et à ses habitants qu'étudie cette thèse dense et convaincante. Depuis que les voies sur berges servent à l'écoulement de la circulation automobile, on a peine à imaginer la complexité de l'activité humaine permanente qui animait le fleuve et ses abords au XVIII^e siècle, quand subsistaient encore les grèves et les installations sédentaires. L'exploitation d'archives administratives nombreuses et diversifiées, Archives nationales, Archives de la préfecture de Police, mais aussi fonds de l'École des Ponts et Chaussées et du musée de la Batellerie, permet à l'auteur d'observer les multiples rapports économiques, sociaux, politiques qui unissent la Seine à la ville et les nombreux projets qui anticipent le processus d'autonomisation du fleuve au XIX^e siècle. La complexité des points de vue montre que la Seine est alors un espace privilégié pour tous ceux qui en vivent et qui y vivent, en même temps qu'elle est un enjeu de pouvoir entre le roi et la Ville, incarnée par le prévôt des marchands. Le fleuve draine vers Paris les marchandises et les hommes, et approvisionne toujours la cité en denrées de nécessité ; celles-ci sont déchargées et vendues dans les divers ports spécialisés, les berges ont leurs moulins et leurs marchés, leur population de gagne-deniers et de porte-faix, étroitement contrôlés par la Ville, qui garde la haute main sur les activités fluviales et le travail des ports, les porteurs d'eau font concurrence aux pompes pour la fourniture en eau de la capitale. D'autres installations fixes comme les bateaux à lessive et les bains sont autant de lieux d'agitation intense que la police s'efforce de réguler, tandis que les ponts et les quais du centre ont leurs activités socioprofessionnelles très spécialisées : métiers de luxe du quai de l'Horloge et du quai de Gesvres, marchands quincailliers du quai de la Mégisserie, orfèvres du pont Notre-Dame. Pour tous ces gens de métiers, le fleuve est un territoire où s'est forgée leur identité, et qu'ils savent défendre au besoin contre l'administration en jouant des rivalités de pouvoir. Endroit festif ordinaire, propice aux jeux et à la promenade, le fleuve était aussi le lieu des joutes aquatiques et des feux d'artifices royaux. Comment une vie aussi intense, par ailleurs toujours contrainte par les caprices climatiques, les crues et les glaces, comment la cohabitation d'activités aussi peu compatibles pouvait-elle s'accorder avec les besoins croissants de la navigation et de la circulation urbaine ? Car le fleuve, fragmenté en bassins, constituait aussi une frontière entre les deux rives, les ponts étant peu nombreux et encombrés de maisons.

Tel était toujours le rapport du fleuve à la capitale sous la Révolution et si celle-ci a joué un rôle dans l'accélération de la rupture qui fait de la Seine au XIX^e siècle « un fleuve étranger à sa ville », c'est moins par la nouveauté des projets que par le processus de rationalisation administrative qui tend à mieux répartir les compétences (même si on note une certaine rivalité à partir de 1800 entre le préfet de la Seine et le préfet de police) et qui consacre surtout le rôle décisif des ingénieurs. La pesanteur des usages devait céder à la progressive transformation de la gestion de l'espace fluvial comme le

montre, pour une meilleure distribution de l'eau et la salubrité de la ville, l'expérience de la Compagnie des Eaux des frères Périer, véritable concession de service public (1788), avant la création sous l'Empire des Eaux de Paris, sous l'administration des Ponts et Chaussées. Les travaux mis en chantier sur la Seine avant la Révolution témoignent du souci caractéristique des Lumières d'un urbanisme fonctionnel qui coordonne les usages pour les mettre au service de l'intérêt public et de l'économie générale. I. Backouche repère les indices annonciateurs d'un changement de perspective, comme l'éloignement des rives des propriétaires fonciers. Un contrôle plus étroit de la navigation se met en place, tandis que s'impose l'idée que pour améliorer la circulation, des démolitions sont nécessaires, celles des maisons sur les ponts, celles du Grand et du Petit Châtelet. Sous la pression des besoins, de grands projets sur le fleuve et ses abords sont mis à l'étude dès les années 1770, ils allient fonctionnalité et embellissement de la ville, quelques-uns grandioses, comme celui d'une place royale enjambant la Seine, la reconstruction de l'Hôtel-Dieu, ceux encore d'une gare centrale à Ivry ou d'un port de mer à Paris... mais les grands travaux butent sur la résistance des riverains et plus encore sur les difficultés financières. Le nouveau cadre administratif sera plus propice à l'accélération des transformations sous l'Empire et la Restauration, pour séparer plus radicalement la ville et son fleuve. La ville perd progressivement sa tutelle sur l'espace fluvial au profit du département tandis que la réorganisation administrative consacre le rôle des ingénieurs : ceux des Ponts et Chaussées et ceux de l'Inspection de la navigation assurent le partage des compétences. La priorité désormais donnée à la navigation sert la valorisation du rôle de Paris dans l'économie nationale. Le fleuve est progressivement dépouillé de ses installations et de ses riverains gênants, vente et marchés disparaissent des ports, les ponts se libèrent de leurs habitants. Tout est fait pour faciliter la circulation : treize nouveaux ponts sont construits de 1801 à 1838, le cours du fleuve est amélioré, les quais rehaussés pour protéger des crues. La Seine se révèle être au terme du livre un terrain fécond d'expérimentation pour comprendre l'histoire de la ville et de ses habitants. C'est avec beaucoup de finesse dans les analyses que l'auteur retrace sur un siècle l'effacement lent et irréversible des multiples activités du passé. Comme la bibliographie et les sources, la qualité et le nombre des reproductions, des graphiques et des tableaux (76) témoignent de la richesse de la documentation de ce beau livre, qui est complété d'un glossaire et d'index. Un ouvrage de référence.

Raymonde MONNIER

ERRATUM

Dans le numéro 325 (3-2001) des *A.H.R.E.*, sur la IV^e page de couverture, la publicité de l'ouvrage de Claude Coquard et de Claudine Durand-Coquard, *Société rurale et justice de paix*, ne mentionnait pas le nom des auteurs. Vous trouverez donc page suivante la nouvelle parution réparant cet oubli.